

OCT 05 | 25

l'week

By Lodi



L'HEBDO EN BRÈVES

100 % WEB
CONNECTÉ
AUGMENTÉ
PAR L'ODJ MEDIA

IMAGE GÉNÉRÉE PAR L'IA

ALLÔ L'ÉTAT, ICI LA GÉNÉRATION Z



BREAKING NEWS

Tourisme : le Maroc bat un record historique avec 87,6 MMDH de recettes à fin août 2025

LE ROUND-UP

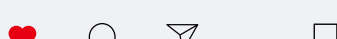
Flottille pour Gaza : Israël va expulser des passagers vers l'Europe



www.lodj.ma

N°: 100 SEMAINE: 1

LAST NEWS



Certaines images de ce magazine peuvent avoir été créées par intelligence artificielle.

SOMMAIRE

04
**ÉDITO
D'OUVERTURE**

06
**BREAKING
NEWS**

58
**CULTURE
HEBDO**

62
**LIFESTYLE
HEBDO**

70
**DIGITAL
HEBDO**

78
**SPORT
HEBDO**

82
**SANTE
HEBDO**

86
**AUTO
MOTO**

IWEEK

LODJ



Imprimerie Arrissala

LODJ IWEEK

100

SEP | 2025

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN

ÉQUIPE DE RÉDACTION : BASMA BERRADA - SALMA LABTAR

NISRINE JAOUADI - AICHA BOUSKINE - SOUKAINA BENSaid - MAMOUNE ACHARKI

KARIMA SKOUNTI - MAMADOU BILALY COULIBALY

INSÉRSION ARTICLES & MISE EN PAGE : MAMOUNE ACHARKI & IMAD BENBOURHIM

MAQUETTES / QUOTIDIENS 7DAYS : RIM KHAIROUN

ALIMENTATION & MISE EN PAGE : IMAD BEN BOURHIM

WEBDESIGNER / COUVERTURE : NADA DAHANE

DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur :

www.pressplus.ma



EDITO

ALLÔ L'ÉTAT, ICI LA GÉNÉRATION Z

La génération Z n'est plus une abstraction sociologique décrite dans les études universitaires ou dans les colonnes des magazines spécialisés... Elle est aujourd'hui une réalité sociale et politique, visible dans la rue, sur les réseaux, dans les établissements scolaires et universitaires, et désormais au cœur du débat public marocain...

Ces jeunes ne parlent pas le même langage que leurs aînés, mais leurs aspirations fondamentales restent inchangées... une école digne de ce nom, un système de santé accessible, un emploi, une vie décente, la justice, la dignité et la démocratie... Ce qui les distingue, c'est leur rapport à la technologie, aux réseaux numériques, à la liberté de s'exprimer sans filtre... Leur identité s'est façonnée à l'ère des écrans, mais leur colère s'exprime sur le terrain,

à travers des mobilisations qui rappellent les luttes de générations passées...

Les manifestations récentes autour des conditions dans la santé et l'éducation témoignent de cette réalité... Même si elles n'ont pas rassemblé des foules immenses, elles ont marqué un tournant symbolique... des jeunes, organisés sous l'étiquette « Génération Z », choisissent la rue pour dire que l'avenir ne peut pas être confisqué... Les arrestations, suivies de libérations rapides, traduisent à la fois la fermeté de l'État et la limite de l'option sécuritaire... Mais réprimer sans écouter ne résout pas les problèmes structurels... Le véritable enjeu est ailleurs... La société marocaine se trouve à la croisée des chemins, soit elle continue à gérer les crises sectorielles par des réponses ponctuelles

, soit elle choisit d'investir dans une réforme profonde de l'éducation, de la santé, de l'emploi et de la gouvernance... Car c'est bien ce déficit structurel qui nourrit le sentiment de frustration d'une jeunesse qui n'a rien à perdre...

Il serait simpliste d'attribuer ces mouvements uniquement à des influences extérieures ou à des manœuvres idéologiques... Certes, il existe toujours des tentatives de récupération par des courants hostiles, mais réduire la parole de milliers de jeunes Marocains à une manipulation étrangère serait passer à côté de l'essentiel... Ces mobilisations sont avant tout l'expression d'une demande nationale, interne et légitime...





La responsabilité de l'État est donc double, d'une part, écouter et intégrer ces revendications dans une dynamique de réformes sincères, d'autre part, protéger la société des discours radicaux qui cherchent à dresser l'État contre ses citoyens... Ni l'angélisme ni le déni ne sont des solutions... Seule une approche basée sur la confiance, l'écoute et l'action concrète peut transformer la colère en énergie constructive...

Car cette génération est l'avenir du pays... Elle occupera demain les institutions, les administrations, les entreprises, les lieux de décision... Elle portera le Maroc sur ses épaules, qu'il soit en marche vers le progrès ou englué dans ses blocages... Le choix appartient à l'État, mais aussi à l'ensemble de la société... investir dans cette jeunesse ou la voir se détourner, tentée par l'exil ou par le rejet des institutions...

Un pays ne se construit pas contre sa jeunesse, mais avec elle... La génération Z n'a pas besoin d'être idéalisée ni diabolisée... Elle a besoin d'être entendue, respectée et accompagnée... Car si le Maroc veut avancer, c'est avec cette jeunesse — et non malgré elle — qu'il doit tracer son chemin...

RÉDIGÉ PAR. **MOHAMMED YASSIR MOULINE**



SM LE ROI, AMIR AL-MOUMININE, PRÉSIDE UNE VEILLÉE RELIGIEUSE EN COMMÉMORATION DU 27^E ANNIVERSAIRE DE LA DISPARITION DE FEU SM LE ROI HASSAN II

une veillée religieuse en commémoration du 27^e anniversaire de la disparition du Grand regretté du Maroc, Feu SM le Roi Hassan II, que Dieu l'entoure de Son infinie miséricorde.

La veillée religieuse a été marquée par la récitation de versets du Saint Coran et la déclamation de panégyriques du Prophète Sidna Mohammed, que la paix et la bénédiction de Dieu soient sur Lui.

A cette occasion, le Souverain, accompagné de SAR le Prince Héritier Moulay El Hassan, de SAR le Prince Moulay Rachid et de SA le Prince Moulay Ahmed, s'est recueilli sur la tombe de Feu SM le Roi Hassan II.

Sa Majesté le Roi Mohammed VI, Amir Al-Mouminine, accompagné de SAR le Prince Héritier Moulay El Hassan, de SAR le Prince Moulay Rachid et de SA le Prince Moulay Ahmed, a présidé, jeudi au Mausolée Mohammed V à Rabat,

A l'issue de cette veillée religieuse, des prières ont été élevées pour le repos de l'âme de Feu SM Hassan II et de Feu SM Mohammed V, et pour implorer le Très-Haut d'avoir les regrettés Souverains en Sa sainte miséricorde.

Des prières ont également été dites pour préserver et assister Sa Majesté le Roi Mohammed VI et couronner de succès Ses différentes actions et initiatives au service de Son peuple fidèle.

L'assistance a aussi imploré le Tout-Puissant de combler le Souverain en les personnes de SAR le Prince Héritier Moulay El Hassan, de SAR le Prince Moulay Rachid et de l'ensemble des membres de l'Illustre Famille Royale.

TOP

Mondiaux de para-athlétisme à New Delhi : Aymane El Haddaoui décroche l'or

Le sprinteur marocain Aymane El Haddaoui a remporté la médaille d'or du 400 m (cat. T47) aux Mondiaux de para-athlétisme de New Delhi, confirmant son statut de référence après Paris-2024. Quelques jours plus tôt, il avait déjà décroché le bronze sur 100 m T47, signe d'une domination qui s'installe sur le sprint handisport.



FLOP

Violences du 1er octobre: deux morts lors d'un assaut avorté contre la gendarmerie de Leqliaa

Les autorités locales de la préfecture d'Inezgane Ait-Melloul ont indiqué que les éléments de la Gendarmerie Royale à Leqliaa ont été contraints, mercredi soir 1er octobre 2025, de faire usage de leurs armes de service, dans le cadre de la légitime défense, pour repousser une attaque et une prise d'assaut menées par des groupes d'individus,



CESE: PLUS DE LA MOITIÉ DES PERSONNES ÂGÉES AU MAROC N'ONT PAS DE REVENU STABLE



Le CESE alerte sur la précarité des seniors au Maroc et appelle à une loi-cadre. Objectif : transformer le vieillissement en atout économique et social.

À l'occasion de la Journée internationale des personnes âgées, le Conseil économique, social et environnemental (CESE) a tiré la sonnette d'alarme : la population marocaine vieillit rapidement et les politiques actuelles peinent à répondre aux besoins d'une catégorie hétérogène, souvent réduite à sa vulnérabilité. Le Conseil appelle à accélérer le Plan national pour le vieillissement actif et à adopter une loi-cadre spécifique.

Le président du CESE, Abdelkader Amara, a présenté le rapport annuel intitulé « Intégration socio-économique des personnes âgées au Maroc ». Il souligne que les plus de 60 ans représentent désormais 13,8 % de la population, soit plus de 5 millions de personnes, contre 9,4 % en 2014. Près de 60 % d'entre eux ont entre 60 et 69 ans, mais 41 % dépassent déjà les 70 ans.

Cette évolution démographique est liée à l'allongement de l'espérance de vie, mais aussi à la baisse de la natalité.

Problème : 52,4 % des personnes âgées ne perçoivent aucun revenu régulier, et parmi celles qui en ont un, seule la moitié bénéficie d'une pension de retraite.

[LIRE LA SUITE](#)



CHRONIQUES VIDÉO

Gen Z : des heurts violents et l'urgence d'un sursaut civique





Le secteur touristique marocain continue d'écrire l'histoire. Avec 87,6 milliards de dirhams de recettes en devises engrangées à fin août 2025, le Royaume signe une progression de 14 % par rapport à la même période de 2024 et confirme sa place parmi les destinations les plus dynamiques au monde.

Le mois d'août 2025 a été le plus performant jamais enregistré : 19,1 milliards de dirhams de recettes, soit +13 % en glissement annuel. Sur les huit premiers mois de l'année, ce sont 13,5 millions de touristes qui ont visité le Royaume, un bond de 15 % par rapport à 2024.

Le tourisme est l'un des principaux moteurs de devises du Maroc et un levier direct pour la croissance nationale.

« Ces résultats témoignent du rôle essentiel du tourisme dans notre économie. En tant que pourvoyeur majeur de devises, le secteur contribue directement à la dynamique de croissance nationale. Nous restons engagés à renforcer et à accélérer cette trajectoire », a déclaré Fatim-Zahra Ammor, ministre du Tourisme, de l'Artisanat et de l'Économie Sociale et Solidaire.

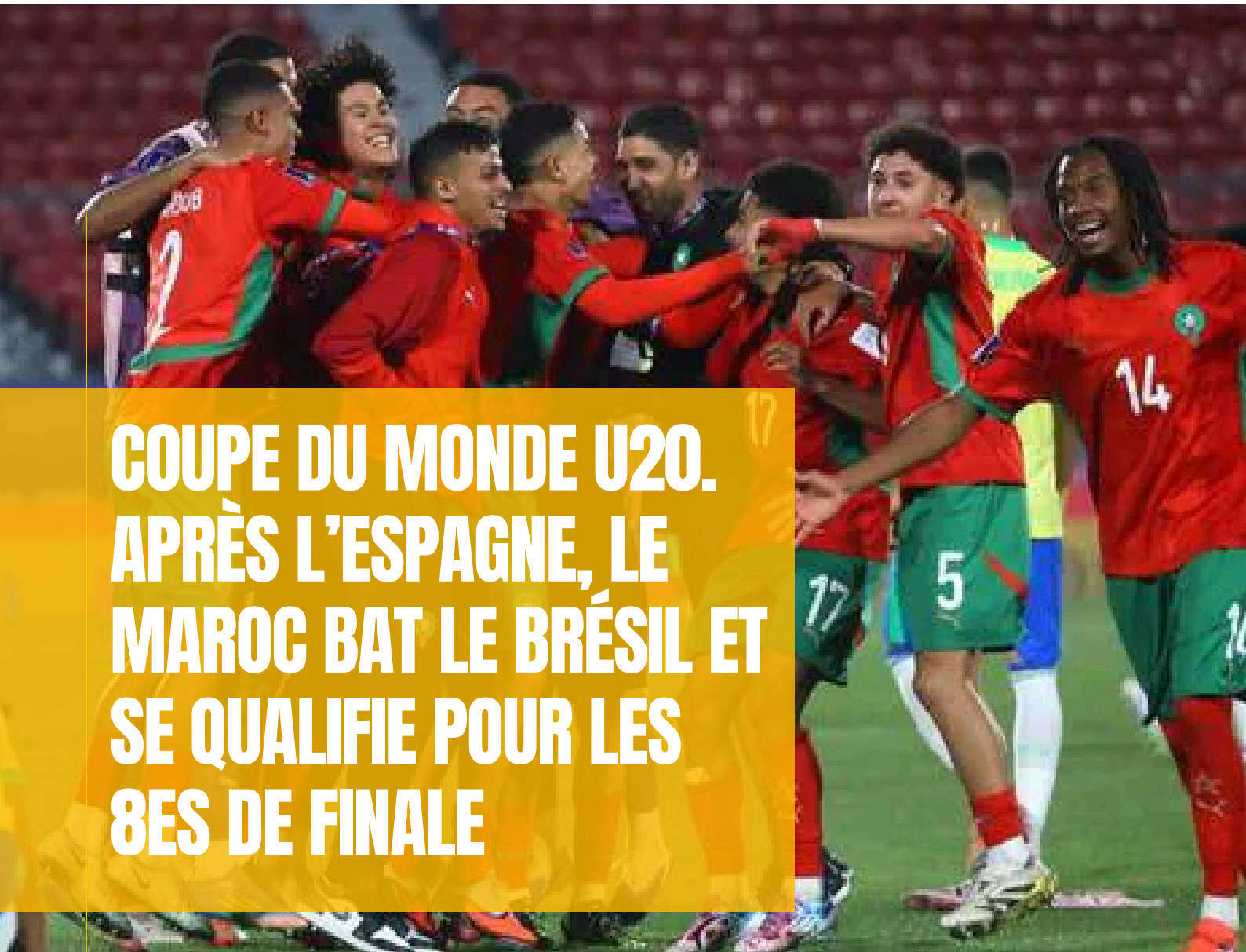
Au-delà des chiffres, le Maroc s'impose comme une destination résiliente et compétitive. Marrakech, Fès, Casablanca ou encore Tanger attirent des millions de visiteurs, tandis que des destinations comme Essaouira, Ouarzazate et le désert connaissent un regain d'intérêt, dopé par les grandes campagnes de promotion et l'amélioration des infrastructures.

TOURISME : LE MAROC BAT UN RECORD HISTORIQUE AVEC 87,6 MMDH DE RECETTES À FIN AOÛT 2025

Le Royaume se positionne également comme une étape clé dans le calendrier international avec la CAN 2025 et la Coupe du Monde 2030 en ligne de mire, renforçant encore sa visibilité mondiale.

Avec une telle dynamique, l'objectif des 20 millions de touristes à l'horizon 2030 paraît plus que jamais atteignable. Reste à savoir si le Maroc saura transformer ce boom en un modèle durable, équilibré et inclusif.

GOOD NEWS GOOD NEWS

A group of Moroccan U20 football players in red jerseys and green shorts are celebrating on a football field. They are huddled together, smiling and embracing. The background shows a stadium with red seats.

COUPE DU MONDE U20. APRÈS L'ESPAGNE, LE MAROC BAT LE BRÉSIL ET SE QUALIFIE POUR LES 8ES DE FINALE

Le Maroc a battu le Brésil (2-1), dans la nuit du mercredi 1er au jeudi 2 octobre, dans le cadre de la Coupe du monde U20. Les jeunes Marocains, déjà tombeurs de l'Espagne, dimanche, se qualifient pour les 8es de finale de la compétition, après deux matches seulement.

LQLIÂA : 2 MORTS LORS D'UNE ATTAQUE CONTRE LA GENDARMERIE ROYALE

La nuit a viré au chaos dans la préfecture d'Inezgane Aït-Melloul. Des groupes d'individus ont pris d'assaut la brigade territoriale de la Gendarmerie Royale à Lqliâa dans une tentative de voler des armes et des munitions. L'attaque a tourné au drame : deux personnes ont été tuées et plusieurs autres blessées après que les gendarmes ont fait usage de leurs armes en état de légitime défense.

Selon les autorités locales, l'attaque a commencé par des jets de pierres visant les locaux de la brigade. Les gendarmes ont d'abord répondu avec des bombes lacrymogènes pour disperser la foule. Mais rapidement, les assaillants, renforcés par de nouveaux groupes, sont revenus armés de couteaux et d'armes blanches.

Ils ont réussi à pénétrer dans l'enceinte, à s'emparer d'un véhicule et de quatre motos de la Gendarmerie, avant d'y mettre le feu. Une partie du bâtiment a également été incendiée. Leur objectif : mettre la main sur les armes de service et les munitions stockées sur place.

Face à une situation jugée « gravissime » et une menace directe sur leurs vies, les gendarmes ont ouvert le feu. Deux assaillants ont été mortellement touchés, d'autres blessés. Le communiqué officiel précise que les tirs se sont faits dans le cadre de la légitime défense, pour empêcher la saisie d'armes pouvant menacer la sécurité publique.

Cette attaque survient dans un contexte social tendu marqué par des rassemblements et actes de vandalisme sporadiques dans plusieurs villes. À Lqliâa, cette escalade inquiète particulièrement : une tentative organisée de voler des armes à une brigade territoriale marque un seuil critique.

FAKE DE LA SEMAINE



OUJDA : DÉMENTI DU DÉCÈS D'UN MANIFESTANT LORS D'AFFRONTEMENTS AVEC LES FORCES DE L'ORDRE

À la suite de rumeurs diffusées sur les réseaux sociaux annonçant la mort d'un jeune lors de la manifestation du 30 septembre à Oujda, la Wilaya de la région de l'Oriental a diffusé un démenti, précisant que l'intéressé est blessé et sous suivi médical, dans un état stable.



LE PARTI DE L'ISTIQLAL : LES REVENDECTIONS SOCIALES DE GENZ 212 JUGÉES LÉGITIMES

Le Parti de l'Istiqlal condamne fermement les dérapages violents constatés en marge de certaines manifestations

Réuni sous la présidence de son secrétaire général Nizar Baraka, le Parti de l'Istiqlal a tenu à clarifier sa position face aux récentes mobilisations sociales et aux tensions qui traversent le pays. La formation affirme partager les préoccupations exprimées par la jeunesse tout en condamnant fermement les dérapages violents constatés en marge de certaines manifestations

Dans son communiqué, le parti insiste sur la légitimité des demandes formulées par les jeunes, qu'elles portent sur la qualité des services publics, en particulier dans la santé, ou sur l'exigence d'une plus grande justice sociale. Le parti souligne que ces aspirations rejoignent les réformes engagées par le gouvernement dans le cadre de la refonte du système sanitaire national. L'Istiqlal appelle d'ailleurs à accélérer et à parachever ces réformes, tout en corrigeant les dysfonctionnements liés à la gouvernance territoriale du secteur

La comité exécutive déplore avec force les actes de violence, de vandalisme et les atteintes aux biens publics et privés qui ont émaillé certains rassemblements. De tels comportements, insiste-t-elle, constituent une menace directe à l'ordre public, à la sécurité des citoyens et aux valeurs démocratiques qui garantissent la liberté d'expression et de manifestation dans un cadre pacifique

Le communiqué réaffirme l'importance stratégique de l'hôpital public et appelle à le renforcer en moyens humains, techniques et organisationnels. L'objectif est de permettre à ce pilier de la santé nationale d'assurer pleinement sa mission de service public et d'améliorer la qualité des soins dispensés aux citoyens.

Invitation au dialogue constructif

Reconnaissant le droit constitutionnel de manifester et de s'exprimer,

[LIRE LA SUITE](#)

ÉMISSION



AZIZ DAOUDA AU 7ÈME SENS : GENZ 212 / MALAISE
GÉNÉRATIONNEL OU PHÉNOMÈNE SOCIAL ?





LIBERTÉ DE LA PRESSE ET GESTION DE L'ORDRE PUBLIC : LE SIGNAL D'ALARME DE LA SNPM

La journée du 30 septembre 2025 restera comme un moment de crispation dans les relations entre journalistes et forces de l'ordre au Maroc. La Syndicat national de la presse marocaine (SNPM) a publié un communiqué dans lequel elle dénonce les traitements « indignes et inappropriés » subis par plusieurs reporters, photographes et cameramen lors des récentes manifestations qui ont émaillé différentes villes du Royaume.

Des incidents documentés

Le syndicat affirme avoir reçu « un nombre conséquent de plaintes et d'appels » de la part de ses adhérents et de professionnels présents sur le terrain. À ces témoignages s'ajoutent des vidéos et des photographies diffusées sur les réseaux sociaux, montrant des agents des forces publiques tentant d'arracher des caméras, bousculant violemment des reporters ou entravant leur travail lorsqu'ils recueillaient des témoignages.

Ces pratiques, qualifiées d'« entraves à la liberté d'informer », rappellent les tensions récurrentes qui peuvent surgir lors de manifestations sociales au Maroc, où la ligne de démarcation entre participants et journalistes se brouille parfois dans le feu de l'action.

Des gestes d'apaisement constatés

La SNPM ne s'est toutefois pas contentée de dresser un constat à charge. Dans son communiqué, elle souligne également l'attitude « responsable » de certains responsables et agents des forces de l'ordre qui sont intervenus pour calmer leurs collègues et éviter l'escalade. Le texte parle de « voix raisonnables » qui ont su faire la différence entre manifestants et journalistes. Une nuance importante

qui vise à ne pas rompre le dialogue institutionnel et à rappeler que les incidents, bien que graves, ne sont pas généralisés.

Vers un rapport détaillé

Le syndicat annonce qu'il poursuit la collecte et la vérification de toutes les informations liées à ces entraves. Un rapport détaillé sera rendu public une fois ce travail de documentation achevé. Il devrait recenser les cas de violations, identifier leurs circonstances et fournir des recommandations précises aux autorités pour éviter leur répétition. Cette démarche s'inscrit dans une volonté de transparence mais aussi de responsabilité, en ne se limitant pas à une indignation ponctuelle.

[LIRE LA SUITE](#)

REPORTAGE



CASABLANCA ACCUEILLE LA 8^e ÉDITION DES AEROSPACE MEETINGS



FLOTTILLE POUR GAZA : ISRAËL VA EXPULSER DES PASSAGERS VERS L'EUROPE

La marine israélienne a intercepté plusieurs navires de la flottille Global Sumud en route pour Gaza. Selon le ministère israélien des Affaires étrangères, les passagers arrêtés seront expulsés vers l'Europe dans les prochaines heures.

Jeudi matin, la marine israélienne a bloqué la progression de plusieurs bateaux de la flottille pro-palestinienne. Ces navires transportaient des militants internationaux venus manifester leur soutien à Gaza en tentant de briser le blocus maritime imposé par Israël. Peu après l'opération, le ministère israélien des Affaires étrangères a publié un communiqué sur X :

« Les passagers du Hamas-Sumud à bord de leurs yachts se dirigent en toute sécurité et pacifiquement vers Israël, où les procédures d'expulsion vers l'Europe vont commencer. Les passagers sont sains et saufs et en bonne santé. »

La flottille Global Sumud s'inscrit dans la lignée d'initiatives internationales visant à défier le blocus maritime imposé par Israël sur Gaza depuis plus de quinze ans. En 2010, l'interception sanglante du navire turc Mavi Marmara, qui avait fait neuf morts, reste encore dans toutes les mémoires. Depuis, chaque nouvelle tentative de flottille ravive les tensions diplomatiques et médiatiques.



Les prochains jours diront si cette interception reste un incident diplomatique mineur ou si elle déclenche une nouvelle crise entre Israël, l'Union européenne et les ONG internationales mobilisées pour Gaza. Une chose est sûre : chaque flottille vers Gaza continue de transformer la Méditerranée en scène politique mondiale.

PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE

Les temps forts des marches de la **Gen Z**
au Maroc



RDC : L'EX-PRÉSIDENT JOSEPH KABILA CONDAMNÉ À MORT POUR CRIMES DE GUERRE



En RDC, l'ex-président Joseph Kabila a été condamné à mort par la Haute Cour militaire de Kinshasa pour crimes de guerre. Jugé en exil, il nie les charges.

Coup de tonnerre politique et judiciaire en République démocratique du Congo : l'ancien président Joseph Kabila a été condamné à la peine de mort par la Haute Cour militaire de Kinshasa pour crimes de guerre. L'ex-chef de l'État, au pouvoir de 2001 à 2019, a été jugé par contumace, puisqu'il vit actuellement en exil.

La décision est tombée mardi à Kinshasa. Selon les informations relayées par plusieurs sources judiciaires, la Haute Cour militaire a retenu contre Kabila des faits qualifiés de crimes de guerre commis durant son mandat. L'ancien président n'a pas comparu au procès : il a été condamné en son absence, ses avocats dénonçant un « procès politique » visant à effacer son héritage.

Joseph Kabila avait pris le pouvoir en 2001, après l'assassinat de son père Laurent-Désiré Kabila, et l'a exercé jusqu'en 2019. Son règne a été marqué par des conflits armés à répétition, notamment dans l'Est du pays, théâtre d'exactions massives contre les civils. Depuis son départ, il vit en exil, mais conserve encore une influence dans certains cercles politiques et militaires en RDC.

Cette condamnation soulève de nombreuses questions : La peine de mort sera-t-elle appliquée ou restera-t-elle symbolique, compte tenu de l'exil de Kabila ? Le pays risque-t-il un regain de tensions politiques et de violences dans ses provinces les plus instables ? Comment réagira la communauté internationale, très critique face à l'usage de la peine capitale ? Ce jugement marque en tout cas un tournant dans l'histoire politique de la RDC, où jamais un ancien président n'avait été condamné à une telle sentence.

VIDÉO DE LA SEMAINE



PARTENARIAT MAROC-ÉMIRATS : OPPORTUNITÉ OU DÉFI ?





NETANYAHU PRÉSENTE SES EXCUSES AU QATAR POUR LES FRAPPES ISRAÉLIENNES DE SEPTEMBRE

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a présenté ses excuses au chef du gouvernement qatari pour les frappes israéliennes menées début septembre à Doha contre des responsables du Hamas. L'échange téléphonique, tenu depuis la Maison-Blanche, marque un rare geste d'apaisement au milieu de tensions diplomatiques croissantes au Moyen-Orient.

Selon un diplomate cité par l'AFP, Netanyahu a reconnu la violation de la souveraineté du Qatar et exprimé ses regrets pour la mort d'un garde de sécurité qatari tué lors de l'opération. Cet appel, organisé en marge de discussions avec l'administration américaine, visait à limiter l'impact d'un incident qui avait provoqué une vive réaction de Doha et relancé les critiques internationales contre Israël.

Début septembre, des avions israéliens ont ciblé un quartier résidentiel de la capitale qatarie, où se réunissaient plusieurs responsables du Hamas. L'attaque, menée sans autorisation de l'émirat, avait fait plusieurs victimes

, dont un agent de sécurité local. Doha avait immédiatement dénoncé une violation flagrante du droit international, mettant en cause la crédibilité de son rôle de médiateur dans les négociations sur Gaza.

Le Qatar joue depuis des années un rôle central dans les pourparlers entre Israël et les factions palestiniennes, notamment le Hamas. Mais cette frappe a affaibli sa position de médiateur, suscitant des doutes sur sa capacité à maintenir des canaux de dialogue. La démarche de Netanyahu est perçue comme un signal diplomatique pour préserver un minimum de coopération avec Doha, alors que les efforts pour instaurer une trêve durable à Gaza restent fragiles.

[**LIRE LA SUITE**](#)

CHIFFRE DE LA SEMAINE

**MANIFESTATIONS
NON AUTORISÉES:
409
ARRESTATIONS,
286 BLESSÉS ET
D'ÉNORMES
DÉGÂTS**



L'ARABIE SAOUDITE PASSE-T-ELLE SOUS LE PARAPLUIE NUCLÉAIRE DU PAKISTAN ,

C'est un tournant stratégique au Moyen-Orient. Riyad et Islamabad ont signé un traité de défense mutuelle qui place désormais l'Arabie saoudite sous la protection nucléaire du Pakistan.

Riyad sous le parapluie nucléaire d'Islamabad : une nouvelle ère sécuritaire

Ali Shihabi, analyste proche de la cour royale saoudienne, a confirmé à l'AFP que l'accord inclut explicitement la couverture nucléaire. « Oui, c'est le cas », a-t-il affirmé, rappelant que le royaume avait largement financé le programme nucléaire pakistanais à l'époque des sanctions.

Le ministre pakistanais de la Défense, Khawaja Asif, a également confirmé à une chaîne locale que les armes nucléaires pakistanaises seraient mises à disposition de Riyad en cas de besoin.

L'accord, préparé de longue date, a été signé à Riyad quelques jours après une frappe israélienne au Qatar contre des dirigeants du Hamas, un événement qui a secoué les monarchies du Golfe traditionnellement dépendantes des États-Unis pour leur sécurité.

Cette annonce intervient dans un climat régional électrique. Quelques mois plus tôt, un conflit de quatre jours entre le Pakistan et l'Inde avait fait plus de 70 morts. L'Inde et le Pakistan, rivaux nucléaires, s'accusent depuis des décennies de soutenir des groupes armés pour se déstabiliser mutuellement.

L'Arabie saoudite a joué un rôle clé dans la désescalade et continue d'entretenir d'excellentes relations avec New Delhi, son troisième fournisseur de pétrole. Shihabi a d'ailleurs insisté : « L'Inde comprendra les besoins sécuritaires du royaume ». Historiquement, Riyad et Islamabad partagent des liens étroits. Plus de 2,5 millions de Pakistanais vivent et travaillent en Arabie saoudite, et le royaume a longtemps soutenu l'économie pakistanaise en difficulté.

LIRE LA SUITE

NICOLAS SARKOZY CONDAMNÉ À CINQ ANS DE PRISON FERME DANS L'AFFAIRE DU FINANCEMENT LIBYEN

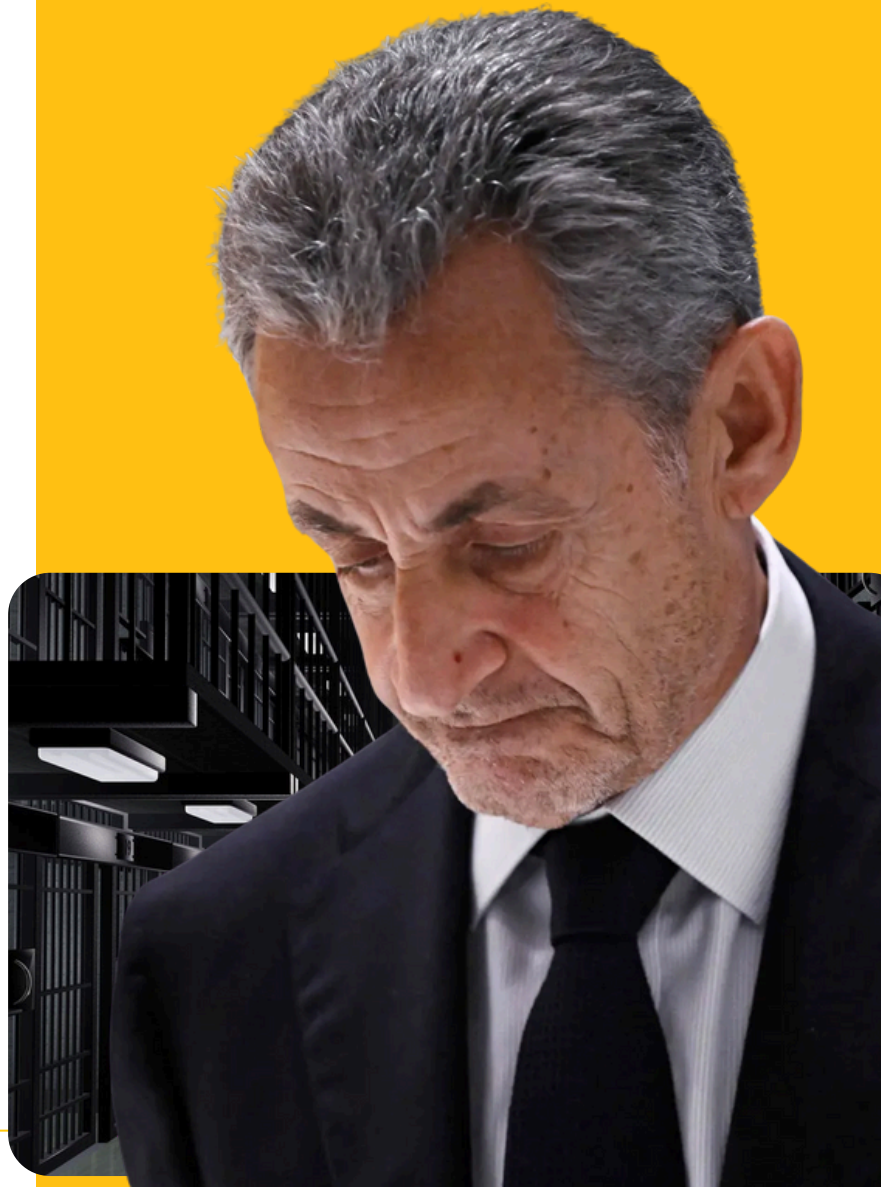
Coup de tonnerre judiciaire en France. L'ex-président Nicolas Sarkozy a été reconnu coupable d'association de malfaiteurs et condamné à cinq ans de prison ferme, assortis d'un mandat de dépôt à effet différé. Il sera le premier ancien chef d'État de la République française à être envoyé derrière les barreaux.

M. Sarkozy n'échappera pas à la prison, même en faisant appel. En effet, la cour a assorti la condamnation d'une exécution provisoire, ce qui signifie que l'appel n'a pas d'effet suspensif et que l'ancien président devra purger sa peine, sauf décision contraire d'une juridiction supérieure.

Reconnu coupable d'association de malfaiteurs dans le dossier du financement libyen de sa campagne de 2007, il a réagi vivement : « Je dormirai en prison la tête haute. Cette injustice est un scandale. », a lancé Nicolas Sarkozy à l'issue du verdict en annonçant un appel. Il a toutefois été relaxé des accusations de corruption, les juges estimant que les preuves n'étaient pas suffisantes sur ce volet.

Cette affaire judiciaire est l'une des plus explosives de la 5e République. Elle repose sur des soupçons de financement occulte par le régime de Mouammar Kadhafi. Pour la première fois dans l'histoire de France, un ancien président en exercice est condamné à une peine ferme avec exécution provisoire. Ce verdict soulève de nouveau la question : la justice traite-t-elle les anciens dirigeants « comme tout citoyen », ou doit-elle tenir compte du poids politique de la fonction ?

Ce verdict ne met pas fin à l'affaire. Sarkozy a fait appel, mais sa condamnation reste exécutoire. La France entre dans un précédent inédit : juger et incarcérer un ancien président.



GENZ...EN ATTENDANT UNE ACTION ROYALE, IL NE FAUT PAS SE TROMPER D'ADVERSAIRE

Il aura fallu sept jours, sept petites journées pour montrer la fragilité des choses et établir l'insoutenable légèreté du gouvernement... et il fallait s'y attendre. Les jeunes ont précipité, bousculé les événements, assénant abruptement dans leur langage et à leur manière ce que la société civile dénonce depuis longtemps. En attendant que le gouvernement veuille bien dire quelque chose d'intelligible et que les sociologues puissent avoir le recul pour analyser le phénomène GenZ212 et expliquer cette rupture intergénérationnelle qui se crée sous nos yeux et que les politiques ne comprennent pas, quelques remarques s'imposent...

1/ Deux catégories de GenZ, les « gentils » et les « méchants ». En une semaine, les contours du mouvement se précisent. Les « gentils » sont ceux qui manifestent en brandissant leurs revendications sur la santé, l'éducation, la moralisation... l'espoir ! Au fil de la semaine, ils n'ont plus « demandé », mais « exigé », et ce qu'ils exigent aujourd'hui est rien moins que la chute du gouvernement. Ils se radicalisent, donc, et s'organisent, évitant la confrontation, restant dans la contestation, toujours « silmia ». Ils ne s'arrêteront pas.

Les « méchants » n'ont plus d'espoir, ils crient leur désespoir, mais ils ont occasionné dégâts humains (trois des leurs sont morts en attaquant une caserne de gendarmerie) et matériels considérables, avec des centaines de blessés parmi les forces de l'ordre et autant de véhicules incendiés. La réaction (légitimement) musclée des autorités publiques et l'implication (tardive) des familles ont calmé les ardeurs de ces jeunes.



Par *Aziz Boucetta*

2/ La société civile doute et s'interroge... Elle est inquiète, très préoccupée par la tournure des événements, et elle angoisse de constater que les manifestations ne cessent pas, et qu'elles s'amplifient de jour en jour. Oui, le climat est anxiogène, ainsi que l'a montré ce curieux appel d'évacuation qui a circulé jeudi à Casablanca et à Tanger, appelant les cadres et employés à quitter plus tôt leurs bureaux et d'aller chercher plus tôt leurs enfants à l'école. L'appel a été très suivi, le cafouillage était sensible et le soir, les wilayas concernées ont démenti.

La population se trouve coincée entre des jeunes qui ne veulent pas arrêter leur mouvement et le gouvernement qui ne sait pas plus leur répondre que simplement leur parler. L'ambiance est morose car l'attentisme consume. Les gens tangent entre « un mouvement de jeunes aux revendications légitimes et pacifiques » et « des groupes de casseurs qui ne veulent rien d'autre que détruire ». Le terme NEETs est évoqué pour essentialiser, abusivement, cette dernière catégorie, ajoutant une dose à la méfiance générale.

3/ Le pouvoir politique, dans une autre dimension. Il est décontenancé, dépassé, stressé, et il ne sait que faire. Le casting actuel au sein de la majorité ne brille pas par son audace, et son chef semble perdu au milieu de ce brouhaha populaire où sa personne est copieusement vilipendée. Il est celui par lequel la contestation est née et son sort, à défaut de lui-même, est à plaindre.

On ne peut que reconnaître à ce gouvernement son sens du non-sens. Hélé, houspillé, chahuté par les jeunes dans la rue, il a esquivé les institutions et s'est réuni, en alliance de la majorité, un machin que personne ne connaît et qui ne signifie rien sur le plan institutionnel. Et depuis, les membres du gouvernement se vêtissent de blanc (chemises ou jellabas), et ne s'affichent plus qu'à trois, c'est-à-dire les trois partis de la majorité. Les chefs de cette majorité refusent éhontément de s'exprimer directement dans les médias, à l'exception qui confirme la règle de Mehdi Bensaid.

Au final, gouvernement et parlement se calfeutrent, ne disent rien ou bien n'importe quoi et, ce faisant, laissent les jeunes en confrontation directe avec les forces de l'ordre, créant ainsi un environnement très volatile. Et malsain, où des jeunes citoyens s'en prennent à des jeunes policiers/gendarmes alors que l'origine et la solution des maux de cette société sont au niveau gouvernemental. C'est tout simplement indécent !

4/ L'ingérence de l'étranger, réelle. C'est la nouvelle tendance mondiale, le monde numérique permettant à peu près tout de nos jours. Russes, Chinois, Américains, Européens, tout le monde intervient chez tout le monde, et le Sud n'est pas épargné. Au Maroc, depuis plusieurs mois, les attaques succèdent aux assauts, contre le palais, contre les sécuritaires, contre certaines personnalités connues, contre des organismes d'Etat... Les youtubeurs d'Europe et d'Amérique du Nord, mais du Maroc aussi, jettent de l'huile sur le feu, montrent des images d'affrontements de rue, en publient d'autres sorties de leur contexte... envenimant les choses. Et puis, comment expliquer ce curieux et mystérieux appel du jeudi 2 à Casablanca et Tanger à évacuer les lieux de travail et les écoles ?

Ce serait faire insulte à nos jeunes de prétendre qu'ils sont manipulés, mais ils sont très certainement infiltrés à leur insu. Il n'est qu'à voir certains statuts sur Discord, leur lieu de rassemblement numérique, pour s'en assurer.

5/ Et si on réfléchissait un peu... Ce que crient et contestent les jeunes GenZ212 depuis une semaine, le Maroc entier le dit depuis des années. Santé, éducation, corruption, népotisme et favoritisme, gouvernance... Le Maroc le dit depuis des années et le roi aussi : il a exhorté les politiques à œuvrer pour le pays plus que pour eux-mêmes, il a interpellé le gouvernement sur les jeunes, il a dénoncé le Maroc à deux vitesses, il a alerté sur les écarts territoriaux, il a chargé l'Intérieur de la question des subventions aux viandes, il a tancé les politiques pour se cacher derrière le palais quand cela va mal...

Depuis 2021, le Maroc vit sous une majorité aussi forte numériquement et légitime électoralement que faible et dépassée politiquement. Une alliance qui ne s'appuie sur aucune logique autre que le numérique, une addition d'élus que rien ne lie, et un chef du gouvernement non politique, ne sachant ni écouter le peuple ni prendre son pouls et encore moins lui parler ; quant à le rassurer... Quatre années de silence institutionnel avec une société qui bout ; quatre années où la fuite des cerveaux s'est accélérée et où ceux qui sont restés sont ceux qui n'ont pas réussi à partir !



Le Maroc avance... il avance vite mais mal. La société veut évoluer plus et mieux ; les jeunes piaffent d'impatience ; le roi a une vision ambitieuse du pays et audacieuse quant à sa place dans le monde. Mais le gouvernement bloque. Composé de technocrates de talent, de politiques de renom, de régaliens disciplinés, il aurait eu besoin d'un chef de gouvernement qui dirige et orchestre, parle et s'engage, assume et corrige. Un seul être vous manque...

6/ Et maintenant, qu'allons-nous faire ? Une intervention royale, seule à même de rassurer les GenZ212 et les autres, est possible, en vertu de l'article 42 de la constitution. Avant cela, les institutions ont cependant des leviers à actionner, mais leurs acteurs attendent une orientation quelconque, se décrédibilisant encore plus. Le peuple est dans la rue, les jeunes fulminent, les moins jeunes ruminent, les états-majors politiques remuent, les forces de l'ordre sont sous pression, la CAN approche et le monde regarde, qu'attendent donc les parlementaires pour répondre aux électeurs dont ils sont l'émanation ? Ils ont là une occasion en or pour redorer le blason de la politique, pour interpeler le gouvernement, voire pour voter une motion de censure. Le gouvernement Akhannouch ne peut durer ainsi. Il se maintient grâce à ses parlementaires, il se protège derrière les forces de l'ordre, il se réfugie derrière le palais. Le 29 juillet 2017, le roi disait ceci : « Quand le bilan se révèle positif, les partis, la classe politique et les responsables s'empressent d'occuper le devant de la scène pour engranger les bénéfices politiques et médiatiques des acquis réalisés. Mais, quand le bilan est décevant, on se retranche derrière le Palais Royal et on lui en impute la responsabilité. Voilà pourquoi les citoyens se plaignent, auprès du Roi, des administrations et des responsables qui font preuve de procrastination dans le règlement de leurs doléances et le traitement de leurs dossiers. Voilà pourquoi ils sollicitent Son intervention pour mener leurs affaires à bonne fin ».



LODj

Reel DE LA SEMAINE



NAB au Salon Auto Expo 2025 : Cars, One Man Show & Good Vibes surtout !



METTRE EN PLACE DES SYSTÈMES DE GESTION DU FEED- BACK POUR FACILITER L'ACCÈS AUX SOINS

Les mobilisations de la Génération Z, même désordonnées, révèlent avant tout une exigence légitime: ces jeunes veulent être entendus face aux défaillances du système de santé. En faire un levier de réforme, plutôt qu'un motif de confrontation, suppose d'instaurer de véritables mécanismes d'écoute, de réponse et d'action rapide.

Les protestations de la Génération Z face aux problèmes de santé publique doivent être considérées comme un feed-back populaire qu'il convient de savoir exploiter pour améliorer la gestion des difficultés du système de santé au Maroc.

Certes, ce feed-back est souvent spontané, désordonné et parfois excessif, mais il demeure sauf lorsqu'il dégénère en violence, ce qui est condamnable comme dans le cas des troubles à Oujda, Inzegane et ailleurs une source d'information inestimable pour traiter les véritables enjeux liés à l'accès abordable et rapide aux services de santé.

L'essentiel est de canaliser ce feed-back, de l'organiser et de l'utiliser afin d'améliorer l'accès aux soins. Or, le principe fondamental de toute gestion par le feed-back repose sur l'interaction. Il faut mettre en place un système qui permette aux citoyens d'exprimer leurs opinions, doléances et frustrations, et d'obtenir une réponse en temps réel. Les malades, déjà en souffrance, et leurs familles, plongées dans la douleur, ne peuvent pas attendre. La réponse doit être immédiate, la solution trouvée sur-le-champ. Et, en l'absence de solution immédiate, une communication claire proposant une alternative acceptable et réaliste doit être assurée.



Par *Lahcen Haddad*

Le deuxième principe est la multiplicité des canaux de feed-back.

Les citoyens doivent pouvoir s'exprimer directement au sein de l'hôpital auprès de comités dédiés, mais aussi par téléphone, via des plateformes numériques ou même par des solutions simples comme WhatsApp. L'essentiel est que le citoyen dispose de plusieurs moyens pour faire entendre sa voix. Un système efficace se mesure d'ailleurs au fait qu'il soit inondé de plaintes et de réclamations: plus les citoyens constatent qu'il fonctionne, plus ils l'utilisent, et plus les responsables disposent d'informations concrètes sur lesquelles agir pour améliorer l'accès aux soins.

Le troisième principe est le retour vers le citoyen.

Si l'on ne boucle pas la boucle en revenant rapidement vers le citoyen, on risque de le décourager et de rendre le système inefficace. Le malade ne doit pas attendre: il faut traiter d'urgence. Le retour doit donc intervenir dans un délai court et raisonnable, apporter une solution ou une alternative, et être convaincant.

L'indicateur clé doit être la réduction progressive du temps d'attente. L'objectif est clair: admettre le malade et le prendre en charge immédiatement après son arrivée à l'hôpital, surtout dans les cas urgents.

Si une orientation vers un autre hôpital est nécessaire, il ne suffit pas de renvoyer le patient: il faut lui fixer un rendez-vous, lui donner le nom ainsi que le numéro de téléphone du professionnel de santé qui le recevra. On ne peut pas inonder les hôpitaux provinciaux et les CHU sans s'assurer au préalable de la disponibilité de places et de personnel à l'autre bout du système.

Il existe, certes, des problèmes systémiques qu'il faut gérer avec rigueur et discipline. La fuite des médecins vers le privé affaiblit considérablement le système public. Le secteur privé, qui bénéficie de la généralisation de la couverture médicale, continue de pratiquer une politique prohibitive du «noir», tout en drainant les ressources humaines du secteur public. Une régulation ferme et des incitations équilibrées s'imposent pour limiter cette hémorragie.

Le manque de médicaments doit également être mieux maîtrisé grâce à une politique digitalisée de suivi, de contrôle et de gestion des stocks, afin de garantir une disponibilité continue. Les pannes successives des équipements médicaux ne peuvent plus être tolérées: il faut mettre en place un système de maintenance et de réparation immédiate, au lieu de laisser les machines inutilisables des semaines, voire des mois.

«Le système de gestion par le feed-back ne doit pas être perçu comme un simple outil de communication, mais comme un instrument de gouvernance destiné à mieux gérer les problèmes. Il doit identifier les failles et les corriger dans des délais raisonnables.»

La sous-utilisation des structures de santé de proximité doit, elle aussi, être corrigée par une meilleure accessibilité, une présence médicale régulière, la disponibilité des médicaments et des équipements adaptés. Enfin, la pénurie de médecins constitue un défi majeur. La formation actuelle reste insuffisante et l'exode vers l'Europe prive le pays de compétences vitales. Il est donc urgent de mettre en place un plan ambitieux combinant formation accrue, redéploiement équilibré et gestion stratégique des ressources humaines en santé.



Néanmoins, hormis les problèmes systémiques, on peut venir à bout d'une grande partie des difficultés liées à l'attente, aux encombrements, à la perte des malades et à la frustration des familles en mettant en place un système de gestion du feed-back.

Il suffirait de créer, dans chaque hôpital, des comités permanents fonctionnant 24 heures sur 24.

Ces comités seraient composés d'un responsable de l'administration, d'un personnel soignant, et d'un représentant de la société civile, d'un élu et d'une autorité locale. Leur mission serait de recevoir les doléances, d'enregistrer les plaintes, de les canaliser et de revenir vers la population avec une information claire dans un délai raisonnable. Une équipe dédiée pourrait également être chargée de recevoir les appels téléphoniques ou les messages via WhatsApp et de trouver rapidement des solutions avant de répondre aux malades ou à leurs familles.

Lorsque les patients ou leurs proches ne sont pas satisfaits, ils pourraient s'adresser aux comités provinciaux, composés du délégué médical, d'un représentant du gouverneur et un représentant du conseil provincial. Ces comités auraient pour rôle d'intervenir rapidement, en consultation avec les équipes médicales locales, afin de répondre aux citoyens. L'objectif ne serait pas de sanctionner, mais bien de trouver des solutions concrètes, y compris en s'appuyant sur le secteur privé si nécessaire.

Un numéro national (hotline) devrait également être mis en place, renvoyant vers un comité central installé au niveau du cabinet du ministre et comprenant des représentants de toutes les directions concernées, du ministère de l'Intérieur et d'autres départements. Ce comité national traiterait les appels non satisfaits aux niveaux inférieurs, avec pour mission une intervention rapide et des solutions adaptées aux doléances des citoyens.

Il est vrai que ces comités et hotlines risquent d'être inondés au début, mais une fois le système huilé, les choses se stabiliseront.

Le système de gestion par le feed-back ne doit pas être perçu comme un simple outil de communication, mais comme un instrument de gouvernance destiné à mieux gérer les problèmes. Il doit identifier les failles et les corriger dans des délais raisonnables.

C'est pourquoi il est essentiel de documenter l'ensemble du processus, afin d'identifier les failles récurrentes et de décider si elles relèvent de problèmes systémiques nécessitant une réforme structurelle. L'essentiel est de construire un système simple et efficace, de l'améliorer progressivement et, surtout, de canaliser la frustration des citoyens pour la transformer en une source d'information précieuse qui permette de mieux gérer l'accès aux soins et d'améliorer la santé publique. Gérer la santé par le feed-back, c'est transformer la colère en solutions et la frustration en gouvernance.





LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA

SCAN ME



PRESSPLUS EST LE KIOSQUE %100 DIGITAL & AUGMENTÉ
DE L'ODJ MÉDIA GROUPE DE PRESSE ARRISSALA SA

MAGAZINES, HEBDOMADAIRES & QUOTIDIENS...

QUE VOUS UTILISIEZ VOTRE SMARTPHONE, VOTRE TABLETTE OU MÊME VOTRE PC

ATTENTION À L'INSTRUMENTALISATION : LE POUVOIR DES RÉSEAUX SOCIAUX À TRAVERS LES GÉNÉRATIONS

Des outils de lien devenus des espaces de pouvoir :

Les réseaux sociaux se sont imposés comme des infrastructures centrales de nos vies. Ils ne sont pas seulement des outils de communication : ils façonnent nos représentations, nos comportements et nos identités. Chaque génération s'y engage différemment, mais toutes doivent affronter une même réalité : les réseaux sociaux portent en eux une puissance ambivalente, à la fois porteuse de savoir et de culture, mais aussi capable d'instrumentaliser et de fragiliser.

Des Millennials aux Alphas : la sociabilité numérique

À partir des Millennials, la sociabilité numérique devient naturelle. Cette génération a grandi avec Facebook, Twitter ou Instagram, transformant les réseaux en lieux de socialisation, d'apprentissage et même de professionnalisation.

La Génération Z, née dans l'ère des vidéos courtes et du temps réel, utilise TikTok, Snapchat et YouTube pour s'exprimer, se former, militer, mais aussi pour s'exposer à une influence permanente.

La Génération Alpha, quant à elle, grandit déjà dans un monde où réseaux, réalité augmentée et intelligence artificielle se mêlent. Pour ces enfants, les réseaux deviennent des environnements immersifs, presque indissociables de l'éducation, des loisirs et des relations humaines.

Entre partage et instrumentalisation

Pour ces générations connectées, les réseaux sociaux représentent un formidable levier d'instruction, de partage, de culture et de créativité. Ils permettent de se former, d'échanger avec le monde, de défendre des causes et d'exprimer ses talents.

Mais ce pouvoir s'accompagne d'un revers : certains acteurs malveillants instrumentalisent ces espaces pour manipuler, inciter à des comportements négatifs, non productifs, voire destructeurs. Derrière l'apparente liberté d'expression se cache parfois une stratégie d'influence, de division et même une véritable politique



Par

Az-Eddine Bennani

de terre brûlée visant à affaiblir les individus et les communautés.

La vigilance et le respect de la loi

Il ne faut jamais oublier que les réseaux sociaux ne sont pas neutres. Ils véhiculent l'intention de ceux qui les animent. C'est pourquoi, quelle que soit la génération, quel que soit l'âge, la vigilance s'impose. Mais la vigilance individuelle ne suffit pas. L'usage des réseaux doit aussi s'inscrire dans un cadre collectif et juridique clair. Le respect de la loi est essentiel : il protège contre les abus, encadre la liberté d'expression et garantit que ces espaces numériques ne deviennent pas des zones de non-droit.

Pour une culture numérique responsable

Le défi de demain n'est pas seulement technique, il est éthique, culturel et juridique. La responsabilité incombe à chacun d'entre nous : transformer les réseaux sociaux en des espaces de savoir, de solidarité et de créativité, plutôt que de céder à la manipulation et à la destructivité. Car le véritable pouvoir des réseaux sociaux ne réside pas dans leurs algorithmes, mais dans l'usage conscient, respectueux et responsable que nous choisissons d'en faire.

QUAND LES PYROMANES SE DÉGUISENT EN RÉVOLUTIONNAIRES

Au Maroc, certains manifestants semblent avoir confondu le manuel du citoyen avec un catalogue de pyromane. Officiellement, ils réclamaient plus de justice sociale ; en pratique, ils ont transformé les rues en terrain d'entraînement pour hooligans... Attaquer une caserne de gendarmerie pour "réparer l'école" ? Il fallait oser... À ce rythme, on nous expliquera bientôt que brûler une ambulance est la meilleure façon de sauver la santé publique...

La jeunesse marocaine a pourtant des raisons valables d'être en colère... L'école ressemble parfois à une salle d'attente sans médecin, l'hôpital à une gare sans trains, et le marché du travail à une loterie truquée... Mais transformer cette frustration en cocktail Molotov n'est pas une solution... Derrière les slogans de justice, ce sont souvent des pyromanes cagoulés qui s'agitent, transformant la colère populaire en mascarade violente.

Le peuple marocain, lui, a tranché : il veut des enseignants dans les classes, pas des incendiaires dans les rues ; des médecins dans les hôpitaux, pas des casseurs avec des barres de fer ; des emplois pour ses enfants, pas des cercueils pour ses voisins... La violence ne convainc personne, sinon ceux qui en vivent ... les auteurs de troubles et les marchands de chaos...

Parents absents, prisons pleines !!

Félicitations aux mères, pères et responsables qui, fort occupés à somnoler devant des feuilletons dramatiques ou à analyser la scène du match, ont laissé leurs enfants s'essayer au grand art du pillage et du terrorisme de trottoir... Nouveau service civique : mettre le feu à la rue, version express. Préparez donc un panier spécial pour les visites hebdomadaires en maison d'arrêt... ça simplifie le planning familial. Vous avez démissionné du rôle éducatif ; visiblement, vos marmots iront désormais chercher leurs leçons... derrière les barreaux...



Par

*Mohammed
Yassir Mouline*

On croyait assister à des manifestations. On a découvert un casting sauvage pour "Prison Break : édition marocaine"... Pillages à Salé, chaos à Agadir, assaut raté contre une gendarmerie à Qalal'a... Certains rêvaient de "changer le système", ils ont juste changé de domicile... bienvenue derrière les barreaux...

Et pourtant, si ces scènes de vandalisme se répètent, ce n'est pas seulement à cause de quelques énergumènes... La violence observée lors de certaines manifestations est une responsabilité collective...

Elle interpelle d'abord l'État, sommé de tenir ses promesses sociales... Mais elle met aussi en accusation deux piliers en ruine : l'école, qui a déserté son rôle éducatif, et la famille, qui s'est trop souvent démissionnée de sa mission première... transmettre des repères, fixer des limites, apprendre la citoyenneté... Quand la classe se vide de son maître et que le foyer se vide de son autorité, la rue se remplit de voyous...

Il ne sert donc à rien de jouer aux pompiers pyromanes... Oui, les forces de l'ordre doivent arrêter les casseurs... Mais tant que l'école ne formera pas des citoyens et que les familles laisseront TikTok éduquer leurs enfants, on fabriquera à la chaîne de nouveaux apprentis émeutiers... Et ni matraque ni tribunal ne suffiront à colmater cette brèche...

Et maintenant, qui paye l'addition ? La société entière : entre policiers mobilisés, magasins incendiés et peur semée, le chaos ne sème pas seulement la discorde, il sème la facture... Quand l'école démissionne et la famille ronfle, c'est la justice qui fait office de professeur principal... Avec un programme accéléré : 20 ans fermes, option réinsertion derrière des barreaux.

Pendant ce temps, la voix officielle résonne et la rue réclame fermeté... Les appels populaires exigent que l'État ne cède rien face à quiconque voudrait plonger le royaume "dans l'inconnu"... Oui à la protection de la manifestation pacifique ; non à la transformation de la marche citoyenne en défilé d'incendiaires... Les opinions sont claires : le droit de manifester existe, mais pas celui d'incendier et de détruire...

La majorité des Marocains rejette la violence... Elle veut du travail, une école digne de ce nom, des hôpitaux qui soignent et des familles qui éduquent... Les autres « ceux qui confondent justice sociale et pillage organisé » finiront tôt ou tard où ils le méritent... dans les chroniques judiciaires, pas dans les manuels d'histoire...



POST DE LA SEMAINE



Mesdames et Messieurs
les ministres... parlez ou
partez !

Le Maroc bouillonne :
Vie trop chère,
Santé en panne,
Éducation en crise,
Jeunes désabusés.

Pendant que la société
interpelle et que le Roi
tire la sonnette
d'alarme, le
gouvernement reste
enfermé dans un
silence assourdissant .



POUR EN FINIR AVEC LA THÉORIE SÉCURITAIRE

Depuis plus de quarante ans, un réflexe s'est imposé au Maroc : répondre aux mobilisations populaires par la force. Considérer chaque manifestation, chaque mouvement social, comme une menace pour l'ordre public plutôt que comme un signal à écouter.

Cette « théorie sécuritaire » a longtemps servi de refuge commode : disperser les foules, neutraliser les colères, gagner du temps. Mais aujourd'hui, elle a atteint ses limites. Car ce qui se joue dans les rues n'est pas une tentative de déstabilisation, mais un cri d'existence. Et la matraque ne peut plus répondre à l'absence d'avenir...

Les manifestations qui agitent le pays ne sont pas un complot.

Elles sont la conséquence directe de fractures accumulées depuis des décennies. Elles sont le fruit d'une faille systémique que j'ai appelée ailleurs la « hazqa structurelle » : un déséquilibre profond, inscrit dans la crise de l'école publique, la fatigue des hôpitaux, l'abandon des campagnes, le chômage massif des jeunes et l'explosion des NEETs, ces jeunes sans emploi, ni en formation, ni en éducation et qui dépassent les 2,5 millions d'âmes. Aujourd'hui, ils représentent près de 30 % des 15-24 ans, soit près d'un tiers d'une génération sans perspective...

Les chiffres sont implacables. Le chômage des jeunes diplômés dépasse 25 %, malgré les promesses réitérées d'insertion professionnelle. Dans certaines zones rurales, un enfant sur deux quitte encore l'école avant d'atteindre le collège. Le Maroc consacre environ 6 % de son PIB à la santé, quand la moyenne de l'OCDE dépasse les 9 %, et dans la plupart des hôpitaux publics, la pénurie de personnel et de moyens est quotidienne.

Sur le plan territorial, les écarts de revenus sont vertigineux :

Le revenu moyen à Casablanca est presque trois fois supérieur à celui de certaines provinces enclavées du Sud-Est. Ce malaise n'est pas soudain. L'histoire récente du Maroc est jalonnée d'épisodes où la « théorie sécuritaire »

Par

Rachid Boufous



a été mobilisée comme première réponse, toujours au détriment de réformes profondes. Les émeutes du pain en 1981 à Casablanca, celles de Fès en 1990, la contestation de 2011 portée par le Mouvement du 20 février, le Hirak du Rif en 2016, puis les manifestations de Jerada en 2018 : autant de moments où le pays a choisi la voie de la répression immédiate. À chaque fois, la colère a été contenue dans l'instant, mais jamais résolue. Le problème est resté entier, et souvent aggravé.

Car la vraie insécurité n'est pas dans la rue qui crie, mais dans l'avenir qui se dérobe. Qu'est-ce qui menace plus la stabilité : un cortège de jeunes scandant des slogans ou une génération entière condamnée au chômage, au déclassement et au désespoir ? Les slogans, en vérité, ne sont pas des offenses : ce sont des diagnostics. Ils disent tout haut ce que les rapports officiels mesurent en silence : des services publics affaiblis, des inégalités territoriales persistantes, une jeunesse livrée au doute et au désenchantement.

Pour en finir avec la théorie sécuritaire, il faut cesser de confondre ordre et paix. L'ordre peut n'être qu'un silence imposé.

La paix, la vraie, naît de la justice. Tant que la réponse prioritaire à la contestation restera policière, le pays restera pris dans une spirale d'accalmies temporaires suivies de nouveaux soulèvements.

Le Maroc n'a pas besoin d'un blindage sécuritaire. Il a besoin d'un contrat social renouvelé. Un contrat qui dise clairement à sa jeunesse : « tu n'es pas un danger, tu es l'avenir »...

Il faut revaloriser l'école publique, garantir un enseignant qualifié par classe, réduire l'abandon scolaire qui saigne les campagnes. Il faut réhabiliter le système de santé, construire des hôpitaux régionaux modernes, recruter massivement médecins et infirmiers. Il faut investir dans les secteurs porteurs : agriculture durable, énergies renouvelables, numérique, artisanat valorisé, tourisme responsable, pour absorber le chômage et offrir des perspectives réelles. Il faut enfin donner la parole aux citoyens, créer de véritables conseils de jeunes, des forums régionaux, des espaces où les colères deviennent des propositions et les slogans des solutions.

Ce choix n'est pas seulement social. Il est politique.

Car il engage la crédibilité de l'État et la solidité du contrat entre gouvernants et gouvernés. Tant que les promesses resteront sans preuves, la confiance se délite. Et aucune police, aucune caméra, aucun dispositif répressif ne pourra remplacer cette confiance perdue.

L'histoire nous l'a appris : la répression ne guérit rien, elle anesthésie un temps. Mais tôt ou tard, la douleur revient, plus vive, plus profonde.

Les émeutes des années 1980, le Mouvement du 20 février, le Hirak du Rif et aujourd'hui ces manifestations de la Génération Z : toutes disent la même chose, dans des langues différentes, à des époques différentes. Elles disent que la stabilité ne se décrète pas, elle se construit par la justice.

Mettre fin à la théorie sécuritaire, ce n'est pas renoncer à l'ordre public. C'est au contraire comprendre que l'ordre n'est durable que s'il repose sur un socle de dignité partagée. C'est reconnaître que la jeunesse ne cherche pas à renverser le pays, mais à y trouver sa place. Et c'est admettre que la pire insécurité, celle qui mine vraiment le Maroc, n'est pas dans les rues agitées, mais dans les vies bloquées.

Le Maroc n'a pas peur de ses jeunes. C'est sa jeunesse qui a peur d'être abandonnée par son pays. Et il n'y a pas de pire insécurité que celle-là...



CRITIQUER, C'EST CONSTATER. PROPOSER, C'EST AGIR : PROGRAMME TAKAMOUL

Critiquer, c'est facile : pointer du doigt les failles, dénoncer ce qui ne va pas, se draper dans une posture de juge. Mais proposer, c'est construire. C'est prendre la responsabilité d'imaginer une alternative, d'ouvrir une piste, même imparfaite. La critique seule épuise ; la proposition élève et transforme.

Pour un entrepreneuriat inclusif et intergénérationnel au service du développement territorial.

Le Maroc fait face à un double défi : créer massivement des emplois pour une jeunesse en quête d'avenir, et préserver un patrimoine artisanal menacé par la mondialisation et la désorganisation du marché. Le programme Takamoul est né de cette urgence. Il ambitionne d'articuler tradition et innovation, transmission et créativité, en bâtissant un modèle inédit de collaboration entre jeunes entrepreneurs et artisans seniors. Son objectif est clair : faire de la complémentarité intergénérationnelle un moteur de transformation économique et sociale.

Un environnement économique inclusif et collaboratif

Takamoul propose de rompre avec la logique d'isolement qui caractérise encore de nombreux acteurs économiques. Les jeunes entrepreneurs disposent de compétences digitales, d'une capacité d'innovation et d'une énergie créatrice.

Les artisans seniors, eux, possèdent une expertise pratique, des savoir-faire séculaires et une connaissance intime des marchés locaux. En créant un cadre structuré où ces deux forces se rencontrent, le programme établit une véritable chaîne de valeur intergénérationnelle, garante de durabilité et de compétitivité.

Par

Mouncif Kettani



Un objectif chiffré ambitieux : 10 000 emplois par région et par an

Le cœur de Takamoul est l'emploi. L'ambition de générer 10 000 postes annuels par région traduit une volonté politique et stratégique : celle de répondre au chômage massif des jeunes par des opportunités concrètes, diversifiées et adaptées aux réalités locales.

Cette dynamique s'appuie sur des secteurs porteurs : artisanat, tourisme, agriculture, pêche, environnement, énergie, nouvelles technologies et sous-traitance industrielle. Cette diversification garantit à chaque territoire de s'appuyer sur ses atouts pour s'inscrire dans un développement harmonieux.

Formaliser l'informel : un impératif national

Le poids de l'économie informelle reste l'un des principaux freins à la modernisation du tissu productif. Takamoul entend transformer cette contrainte en opportunité. Grâce à la création de franchises, de PME et de coopératives, les activités aujourd'hui non déclarées pourront être intégrées dans un circuit légal, sécurisé et productif.

Ce processus de formalisation offrira aux travailleurs une protection sociale, aux territoires des recettes fiscales, et à l'économie nationale une nouvelle crédibilité face aux partenaires étrangers.

Le développement territorial au cœur de la stratégie Takamoul place les territoires au centre de sa vision. En mettant en valeur les ressources locales et en favorisant la transmission des savoir-faire, le programme contribue à réduire les fractures entre les grandes métropoles et les régions périphériques.

Les jeunes talents, associés aux maîtres artisans, deviendront des piliers du développement local, ancrés dans leur environnement mais ouverts aux opportunités globales.

Ce choix stratégique permet de renforcer la cohésion sociale et de créer des bassins d'emplois viables, réduisant ainsi l'exode rural et les déséquilibres régionaux.

Des cibles complémentaires et stratégiques

Trois catégories d'acteurs constituent les bénéficiaires directs du programme :

- Les jeunes entrepreneurs, qui aspirent à transformer leurs idées en projets viables.
 - Les artisans seniors, dépositaires d'un capital immatériel unique mais souvent fragilisés par la concurrence et le manque de structuration.
 - Les PME locales, qui joueront un rôle d'intégrateurs dans des chaînes de valeur territoriales.
- Cette alliance stratégique constitue un triptyque gagnant pour renforcer la résilience et la compétitivité de l'économie marocaine.

Un modèle économique innovant et pérenne

Le financement de Takamoul repose sur une approche hybride : subventions publiques et régionales, financements bancaires adossés à des politiques de responsabilité sociétale, microcrédits pour les projets en phase de démarrage, et mobilisation de bailleurs internationaux.

L'originalité réside dans la mise en place d'un pack de services numériques par abonnement, offrant aux bénéficiaires des outils de prospection, de digitalisation et de commercialisation. Ce modèle garantit autonomie, continuité et durabilité.

Un impact mesurable et transformateur

L'impact attendu dépasse la seule création d'emplois. Takamoul vise à :

- Dynamiser les bassins économiques locaux.
- Stimuler la productivité et la compétitivité des artisans et entrepreneurs.
- Transmettre et valoriser le patrimoine artisanal.
- Créer des entreprises formelles solides et attractives.

À travers ces résultats, le programme contribue directement aux grands objectifs nationaux : inclusion sociale, réduction du chômage, montée en gamme de l'économie et affirmation d'un modèle marocain de développement.

Méthodologie et gouvernance

Chaque binôme « jeune entrepreneur – artisan senior » bénéficiera d'un accompagnement personnalisé, adossé à une plateforme digitale centralisant formation, suivi administratif et gestion des projets.

Le dispositif s'appuiera également sur des formations présentielles et en ligne, ainsi qu'une évaluation continue permettant d'ajuster les actions selon les réalités du terrain. La gouvernance sera marquée par la transparence et la reddition régulière de comptes, grâce à des indicateurs précis : nombre d'emplois créés, entreprises formalisées, taux de satisfaction des bénéficiaires.

Perspectives et diffusion

Conçu comme un programme pilote sur cinq ans, Takamoul fera l'objet de bilans annuels. En cas de succès, il pourra être élargi à de nouvelles régions et de nouveaux secteurs. Cette modularité et cette capacité d'expansion font de Takamoul un projet évolutif, capable de s'adapter aux mutations économiques et aux priorités nationales.

Le programme Takamoul ne se contente pas de répondre à l'urgence sociale de l'emploi. Il propose une vision stratégique pour le Maroc : réconcilier modernité et tradition, inclure la jeunesse dans la dynamique économique, valoriser le patrimoine artisanal et renforcer la cohésion territoriale. En misant sur la synergie intergénérationnelle et la formalisation de l'économie informelle, il trace une voie concrète vers un développement inclusif, durable et compétitif.



GENZ212 : JEUNES DANS LES RUES, JEUNESSES PARTISANES EN QUESTION !

Organisées en ligne sur la plateforme Discord et catalysées par les réseaux sociaux, les manifestations du collectif « GenZ212 » ont rapidement pris corps dans les grandes villes marocaines. Contrairement à d'autres mouvements qui l'ont précédée, cette mobilisation s'autoproclame apolitique et porte des revendications économiques et sociales qui s'articulent autour de trois axes : éducation, santé et lutte contre la corruption.

Face à ce mouvement, les organisations de jeunesse des partis politiques sont partagées entre participation effective sur le terrain, prises de positions mesurées, souvent équilibrées, à coups de communiqués prudents et de déclarations timorées, et le silence radio.

Mais au-delà des réactions dont la lucidité et la sagesse ne pourront être analysées qu'à posteriori, le choix de cette jeunesse de la génération « Z » de porter ses revendications en dehors des canaux institutionnels offerts par les partis politiques est un échec indéniable des jeunes partis et un signal d'alarme sur la déroute d'organisations qui peinent à se retrouver une vocation suite à la disparition des listes parlementaires réservées aux jeunes.



Par
Marwane Benhima

Conformément à l'article 7 de la Constitution, les partis politiques sont investis de la responsabilité d'encadrer les citoyennes et citoyens et de canaliser leur participation démocratique,

et les organisations de jeunes sont l'interface des partis avec cette tranche de la population. Pensées pour être des fabriques à leaders politiques alliant formation, encadrement et espace de communication, ces organisations devraient être le canal de prédilection de la génération « Z » pour se faire entendre auprès des décideurs politiques.

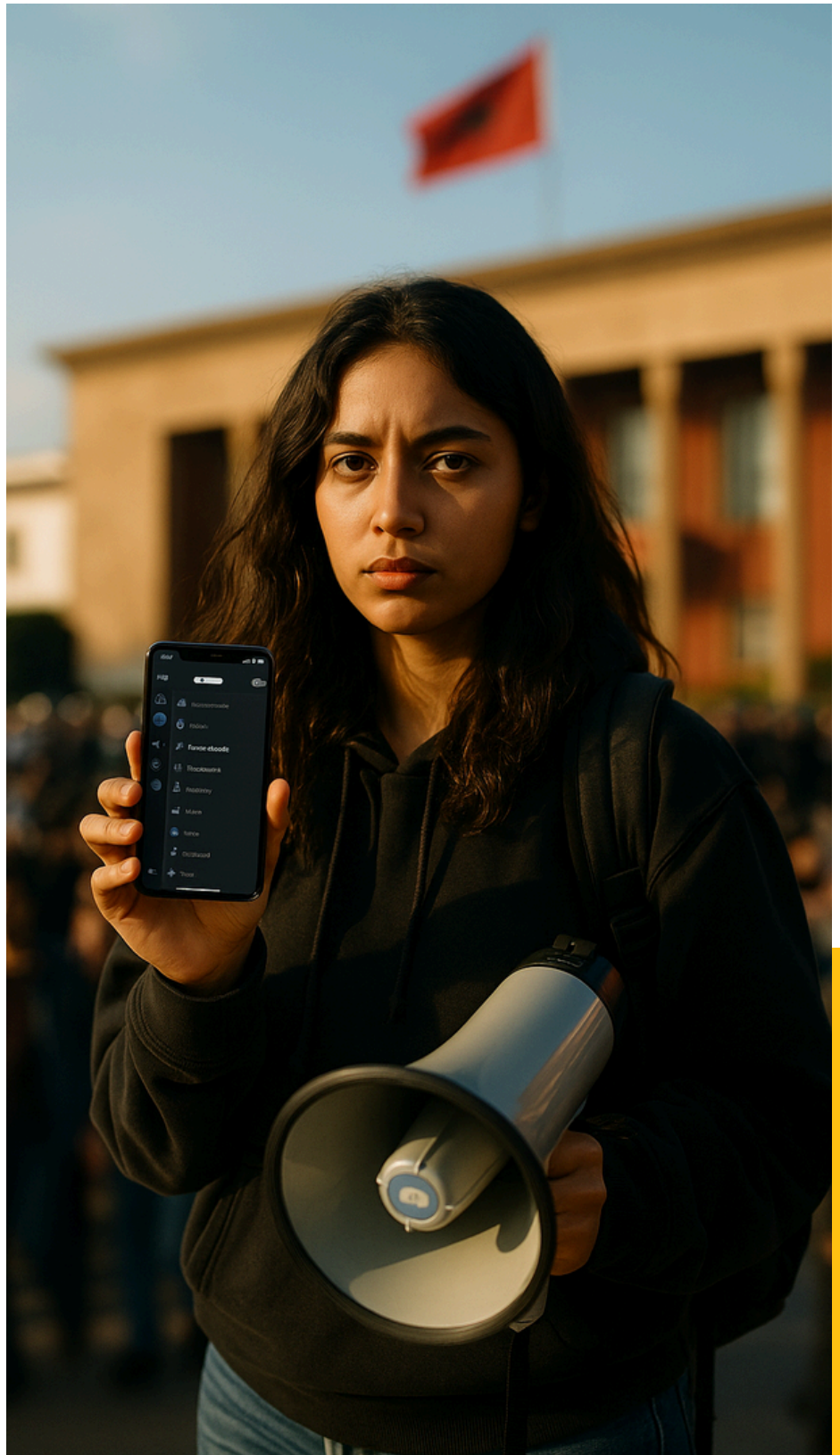
Mais pour beaucoup, certaines de ces organisations ne sont plus que des coquilles vides, dont l'activité est limitée à des opérations de communication et à une mobilisation de façade à l'approche des échéances électorales. Incapables de proposer des cadres d'engagement crédibles et continus, elles ont perdu leur capacité à canaliser l'énergie et les aspirations de la jeunesse, laissant un vide que des mouvements spontanés comme « GenZ212 » peuvent combler. Ce constat largement reconnu traduit l'érosion profonde du capital de confiance qu'avaient ces structures qui jouissaient autrefois d'une indéniable popularité.

Pour nuancer le tableau, il faut noter que les organisations de jeunesse jouent un rôle important dans la diplomatie parallèle auprès de leurs homologues étrangers.

Plusieurs Marocains assument aujourd'hui des rôles de premier plan au sein d'organisations continentales et internationales de coopération de jeunesse partisans. En plus de leur participation active et de l'organisation de congrès fédérant les jeunes du monde entier, ces cadres marocains promeuvent l'agenda du Royaume sur la scène internationale. Mais force est de constater que ces efforts déployés à l'international contrastent fortement avec la réalité constatée au niveau national, où ces structures s'atrophient et sont en perte de crédibilité.

La mobilisation « GenZ212 » met en évidence une fracture structurelle entre les jeunes et les partis, mais elle offre aussi l'occasion de repenser les canaux d'engagement politique. Les organisations de jeunesse partisans devront sortir de l'atonie et retrouver leurs vocations primaires : écouter, former, inclure et remonter les attentes des jeunes au-delà des cycles électoraux. Les élections législatives qui se profilent à l'horizon peuvent servir d'électrochoc à ces structures, en espérant que cet aveu d'échec les poussera à maintenir leur dynamique au-delà des échéances de 2026 et 2027.

Seul l'engagement constant des partis à inclure et à canaliser la jeunesse nous évitera l'émergence de mouvements spontanés qui renversent la table et remettent en cause les cadres établis de participation démocratique.



QUAND LA MAJORITÉ S'OUVRE (ENFIN) AUX JEUNES DE LA GÉNÉRATION Z 212

Le communiqué rendu public par la majorité gouvernementale, ce 30 septembre 2025, aurait pu passer inaperçu parmi les textes convenus de la vie politique marocaine. Mais le moment, lui, n'a rien de banal. Après un week-end marqué par l'émergence du mouvement Génération Z 212 et ses appels à la contestation, le trio RNI-PAM-Istiqlal a jugé nécessaire de répondre, non pas avec la fermeté qui caractérise souvent les majorités en place, mais avec une main tendue.

L'heure n'est plus à la minimisation des colères sociales, ni à l'illusion que le silence des autorités suffira à les faire disparaître. Le texte publié par la présidence de la majorité sonne comme une tentative de réajuster le cap : reconnaître que quelque chose est en train de se jouer dans la rue et surtout dans l'espace numérique, et affirmer que le dialogue, plutôt que la répression, serait la voie de sortie.

Un cadrage royal comme boussole

Dès les premières lignes, le communiqué replace la réponse gouvernementale dans le sillage du discours du Trône. Le rappel des « programmes de développement territorial » et de la « réduction des inégalités sociales et spatiales » n'est pas qu'un effet rhétorique : c'est la manière, devenue classique, de se placer sous l'ombre tutélaire de SM le Roi. Cette stratégie a un double effet : elle légitime le propos et elle le protège. Car en s'abritant derrière les orientations royales, la majorité risque de verrouiller le débat politique : critiquer la lenteur de l'action revient à critiquer une feuille de route validée au sommet de l'état ! Mais il faut aussi y voir un message aux jeunes contestataires : vos revendications, dit la majorité, ne sont pas étrangères au cap fixé par le Souverain. Autrement dit : inutile d'enflammer la rue, nous y travaillons déjà.



Par
Adnane Benchakroun

Génération Z, un interlocuteur implicite

Ce qui frappe, c'est la reconnaissance, même indirecte, des mobilisations numériques. Le texte parle des « expressions juvéniles dans les espaces électroniques et publics », une formule diplomatique pour désigner Génération Z 212. L'adjectif « juvéniles » n'est pas neutre : il rappelle l'âge des contestataires, mais aussi une certaine condescendance implicite. Comme si l'on disait : « ce sont des jeunes qui s'expriment, il faut les écouter, mais sans perdre de vue qu'ils sont encore à l'âge de l'impatience ». Pourtant, cette mention a une valeur symbolique majeure : c'est la première fois que la majorité admet publiquement qu'il y a un sujet, qu'il existe un collectif identifiable, et que ses préoccupations méritent un minimum d'attention. Dans le lexique politique marocain, c'est déjà un tournant.

L'éloge du dialogue institutionnel

La majorité insiste à raison sur le « dialogue » et le « débat public » comme uniques moyens de résolution des conflits. Elle salue même la « réaction équilibrée » des forces de l'ordre. On est ici dans un registre classique : féliciter les forces de sécurité tout en ouvrant un espace de parole pour les jeunes. Mais ce cadrage reste limité : l'espace que propose la majorité, ce sont les institutions. Autrement dit : le Parlement, les partis, les associations reconnues.

La question est donc posée : Génération Z 212 acceptera-t-elle d'entrer dans ces cadres, au risque de se diluer dans les routines institutionnelles ? Ou bien cherchera-t-elle à inventer un espace d'expression autonome, plus direct, plus horizontal ? Pour l'instant, le rapport de force reste fragile.

La santé comme terrain d'entente

Si la majorité a choisi de mettre en avant la santé, ce n'est pas un hasard. Le secteur concentre les frustrations les plus profondes : hôpitaux saturés, inégalités territoriales criantes, manque chronique de médecins. Le gouvernement reconnaît que « les résultats ne peuvent être immédiats », mais insiste sur ses chantiers : création de groupes sanitaires territoriaux, réhabilitation d'hôpitaux, hausse du nombre de praticiens.

C'est une posture défensive : oui, nous entendons les critiques, mais oui aussi, nous avons déjà lancé les réformes. Reste que cette stratégie comporte un risque. À force de rappeler que le temps de l'action publique est long, la majorité peut donner l'image d'un pouvoir en décalage avec l'urgence sociale. Car pour les jeunes mobilisés, la patience n'est plus une option.

Le Parlement comme scène d'apaisement

Le communiqué se félicite que les groupes parlementaires aient demandé une audition du ministre de la Santé. Là encore, le signal est clair : la contestation doit passer par les institutions. Mais cette insistance trahit aussi une inquiétude : la rue comme nouvel espace politique échappe aux codes du Parlement. Et c'est justement ce que les jeunes veulent rappeler : que les décisions qui changent la vie quotidienne se prennent aussi en dehors des hémicycles.

Un catalogue de chantiers pour rassurer

Dans la dernière partie du texte, la majorité déroule une liste impressionnante de réformes : protection sociale, emploi, logement, éducation, eau, justice. Ce catalogue, digne d'un discours de politique générale, vise à montrer que rien n'est laissé de côté. Mais cette énumération a ses limites

elle rappelle le programme électoral de 2021, dont beaucoup de promesses peinent encore à se matérialiser dans le quotidien des Marocains.

La mention du « renforcement de l'investissement public et privé » sonne juste, mais elle reste générale. Les jeunes contestataires ne demandent pas un inventaire des projets, ils veulent des signes concrets : un rendez-vous, une baisse des frais universitaires, des stages accessibles, une couverture médicale fonctionnelle. Bref, des mesures palpables.

Ce communiqué est-il une main tendue sincère ou une opération de communication ?

Les deux, sans doute. La majorité a compris que le silence ou la répression pure seraient contre-productifs. Elle cherche donc à transformer l'énergie de la contestation en une opportunité pour relégitimer son programme. Mais il y a là un paradoxe : si les jeunes acceptent le dialogue institutionnel, ils risquent d'être absorbés par un système qui neutralise plus qu'il ne transforme. S'ils refusent, ils s'exposent à l'accusation d'irrationalité ou de radicalité.



Le dilemme du pouvoir et des jeunes

La situation est donc à la croisée des chemins. Pour la majorité, l'enjeu est de démontrer que l'État social qu'elle promet n'est pas un simple slogan. Pour Génération Z 212, il s'agit de prouver que son mouvement peut dépasser le stade de la colère symbolique pour devenir une force de propositions.

Ce face-à-face, inédit dans sa forme, pourrait redessiner les contours de la politique marocaine. S'il réussit, il ouvrira la voie à une nouvelle relation entre citoyens et institutions, plus horizontale, plus directe. S'il échoue, il renforcera le fossé de méfiance et donnera naissance à une contestation plus radicale que personne n'espère.

En choisissant de répondre par l'écoute et le dialogue, la majorité a franchi un pas. Mais ce pas reste timide. Tout dépendra désormais de sa capacité à transformer les promesses générales en engagements concrets, visibles et rapides. Dans une société où la jeunesse est majoritaire, chaque décalage entre le discours et la réalité peut rallumer l'étincelle de la contestation.

Génération Z 212 n'est pas encore un mouvement structuré, mais il est déjà une alerte. À la majorité de décider si elle veut la traiter comme un ennui passager, ou comme une chance de refonder la confiance. Dans ce choix se joue peut-être l'avenir du contrat social marocain.

Appel à la responsabilité

À l'heure de la mise en ligne de cette chronique, des informations et des vidéos circulent sur les réseaux sociaux faisant état de comportements de destruction de biens publics.

Si ces faits venaient à être avérés, nous ne pouvons en aucun cas les cautionner et nous les condamnons fermement.

Ces dérives sont contre-productives et ne servent ni la cause défendue par les jeunes, ni l'intérêt général.

Il appartient aux leaders du mouvement Génération Z 212 de se désolidariser clairement de tels actes et d'appeler avec force à la raison, afin que le dialogue démocratique puisse s'instaurer dans un climat serein et constructif.



DÉCLARATION DE LA SEMAINE

***JE SALUE LES TROIS «
NON » DE CETTE
JEUNESSE POLITIQUEMENT
MÛRE, QUI MANIFESTE
PACIFIQUEMENT POUR DES
REVENDEICATIONS
LÉGITIMES : NON AUX
INSULTES, NON À LA
VIOLENCE CONTRE LA
POLICE, NON À LA
DESTRUCTION DES BIENS
PUBLICS.***

Moncef Marzouki

Ancien président de la République
tunisienne



NI EXCUSES NI EXCÈS

Mercredi 1er octobre 2025, des groupes d'individus ont pris pour cible la brigade territoriale de la Gendarmerie Royale à Lqliâa, tentant de s'emparer de munitions et d'armes. Les gendarmes ont fait usage de leurs armes de service en légitime défense, selon les autorités locales. Une enquête est ouverte. Nous condamnons fermement les violences, d'où qu'elles viennent, et adoptons un ton strictement factuel: il faut des faits établis, des responsabilités tracées et des réponses proportionnées.

Condamner toutes les violences, exiger toute la lumière

Les événements de Lqliâa imposent d'abord la clarté sur les faits. Selon la préfecture d'Inezgane Aït-Melloul, des groupes d'individus ont mené une attaque coordonnée contre les locaux de la Gendarmerie Royale, dans l'objectif de s'emparer de munitions, de matériels et d'armes de service. Face à cette intrusion et à la menace immédiate, les gendarmes ont eu recours à leurs armes dans le cadre de la légitime défense. Une procédure d'enquête a été déclenchée. À ce stade, il s'agit de s'en tenir à ce qui est confirmé, sans extrapolation ni procès d'intention.

La condamnation de la violence doit être nette et équilibrée. L'assaut contre un poste de la Gendarmerie est une atteinte grave à l'autorité publique et à la sécurité collective; il n'a aucune justification. De même, l'usage de la force par les autorités doit demeurer strictement proportionné, conforme au droit et suivi d'un contrôle judiciaire rigoureux. La neutralité ne consiste pas à diluer les responsabilités, mais à rappeler que la loi s'impose à tous, assaillants comme forces de l'ordre, et que toute violence illégitime, d'un côté comme de l'autre, doit être sanctionnée.

Reste la question centrale: comment en est-on arrivé à cette escalade? Les zones périurbaines comme Lqliâa concentrent des défis connus: pression démographique, fragilité de l'emploi, urbanisation rapide, présence de circuits informels. Ces facteurs ne "expliquent" pas la violence, mais constituent un terrain propice à des passages à l'acte lorsque des groupes estiment pouvoir tester les limites. L'attrait pour des armes de service indique une recherche de capacité coercitive,

Par
Mamoune Acharfi



potentiellement au service de trafics ou de rivalités locales. C'est là un signal d'alerte qui doit être traité avec méthode.

L'enquête ouverte devra établir de manière transparente le déroulé précis: composition des groupes, niveau de préparation, origine des motivations, réponses opérationnelles déployées et chaîne de décision durant l'incident. Un rapport public, autant que possible, contribuerait à éviter le brouillard informationnel, à écarter les rumeurs et à fixer des responsabilités individuelles. La transparence n'est pas un luxe: elle conditionne la confiance entre populations, institutions et forces de sécurité.

Au-delà du temps judiciaire, la prévention appelle une approche intégrée. Sécuriser les installations sensibles et affiner le renseignement de proximité sont indispensables. Mais ces mesures doivent s'accompagner d'un travail civique: renforcer la présence des services publics, soutenir l'école et la médiation sociale, offrir des alternatives crédibles à la délinquance, et favoriser des dispositifs de police de quartier ancrés et évalués. La combinaison fermeté-équité est la seule qui tienne dans la durée.

À Lqliâa, la priorité est de revenir au calme, de soigner les plaies et d'éviter toute surenchère. Condamner toutes les violences, garantir les droits de chacun, instruire les faits sans passion: c'est ainsi que l'on sort d'une nuit de tension sans laisser derrière soi des braises prêtes à rallumer l'embrasement.

QUAND UNE MINORITÉ VIOLENTE TRAHIT L'ESPRIT PACIFIQUE DES MANIFESTATIONS DE LA GEN Z

Depuis une semaine, le Maroc vit au rythme d'un mouvement inédit, né de la colère d'une jeunesse qui se dit oubliée par les priorités de l'État. Surnommé « GenZ 212 », ce soulèvement spontané a mobilisé des milliers de jeunes dans plusieurs villes du pays. Leur cri : plus d'investissements dans la santé et l'éducation, moins dans les projets de prestige. Mais alors que les premières journées de manifestations s'étaient déroulées dans un climat largement pacifique, les violences qui ont éclaté ces derniers jours risquent de ternir l'image d'un mouvement qui se voulait citoyen et porteur d'espoir.

Un mouvement porté par la légitimité sociale

Les revendications de la Gen Z marocaine sont claires et largement partagées : hôpitaux saturés, écoles publiques en crise, services de base en déclin. Les jeunes manifestants, souvent sans encadrement syndical ou politique, se sont organisés via les réseaux sociaux, donnant naissance à des rassemblements spontanés et massifs.

Leur slogan implicite : « Nous ne voulons pas seulement de grands stades pour 2030, nous voulons des hôpitaux dignes et une éducation de qualité ». Ce message a trouvé écho dans l'opinion publique, rappelant à beaucoup les aspirations du 20 février 2011, mais avec une génération encore plus connectée, plus directe, plus radicale dans son langage.

Par

Salma Labtar



Le tournant de la violence

Jusqu'au week-end dernier, les manifestations avaient été marquées par un esprit largement pacifique

Familles, étudiants, jeunes travailleurs, tous défilaient pour réclamer leurs droits, sans heurts notables. Mais à partir du lundi, une minorité d'individus a commencé à semer le chaos.

Incendies de voitures et de locaux, jets de pierres, affrontements avec les forces de l'ordre... L'épisode le plus dramatique s'est déroulé dans la nuit du 1er octobre, près d'Inezgane, au sud du pays. Selon les autorités, un groupe armé de couteaux et de bâtons aurait tenté de prendre d'assaut un poste de gendarmerie, d'y mettre le feu et de s'emparer d'armes de service.

La riposte fut tragique : deux personnes ont perdu la vie, des blessés ont été recensés, et une enquête judiciaire a été ouverte. Les images et témoignages qui circulent depuis ont choqué une partie de l'opinion, partagée entre incompréhension et indignation.

Pacifiques contre fauteurs de troubles : deux visages d'une même génération ?

Beaucoup de jeunes présents lors des manifestations pacifiques de samedi et dimanche dénoncent aujourd'hui ce qu'ils appellent une « trahison ».

Ce sentiment est largement partagé : une ligne de fracture se dessine entre la jeunesse militante et consciente, qui veut un changement en profondeur, et une minorité violente dont les actes risquent de donner au pouvoir le prétexte pour criminaliser l'ensemble du mouvement

Les risques de la violence : discrédit et récupération

Historiquement, les mobilisations sociales au Maroc ont toujours eu plus de poids lorsqu'elles s'inscrivaient dans la non-violence. Le mouvement du 20 février, les luttes étudiantes ou les grèves syndicales ont marqué la société par leur organisation pacifique.

La violence, au contraire, change le narratif. Au lieu de débattre des hôpitaux sous-équipés, des écoles défaillantes et du chômage endémique, la conversation se déplace vers la sécurité, l'ordre public et la légitimité des forces de l'ordre.

Déjà, certains médias mettent en avant les affrontements et les dégâts matériels, reléguant les revendications sociales au second plan. La colère légitime de milliers de jeunes se retrouve ainsi éclipsée par les actes irresponsables d'une minorité.

Une jeunesse entre espoir et désillusion

Le défi pour les manifestants est désormais double : maintenir la mobilisation vivante tout en rejetant clairement la violence. Sans cette discipline collective, le risque est grand de voir le mouvement s'éteindre sous la répression ou la récupération politique.

Car derrière les slogans, les chiffres parlent d'eux-mêmes : plus de 400 arrestations, plus de 260 membres des forces de l'ordre blessés, et des dizaines de civils touchés. La spirale de la confrontation risque de s'aggraver si les deux camps ne trouvent pas une voie de désescalade.

La Gen Z marocaine a prouvé qu'elle pouvait s'organiser, qu'elle pouvait faire entendre sa voix, et qu'elle n'avait pas peur de réclamer un avenir meilleur. Mais pour que son message reste audible, elle doit préserver sa légitimité en refusant toute dérive violente.

Car au bout du compte, ce qui restera dans l'histoire ne sera pas seulement les affrontements, mais la capacité d'une génération à se lever, pacifiquement, pour réclamer la dignité et la justice sociale.





INFO & ACTUALITÉS NATIONALES ET INTERNATIONALES EN CONTINU 24H/7J

REPORTAGES, ÉMISSIONS, PODCASTS, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS..

+150.000 TÉLÉSPECTATEURS PAR MOIS | +20 ÉMISSIONS | +1000 ÉPISODES

LIVE STREAMING

REGARDEZ NOTRE CHAÎNE LIVE ET RECEVEZ DES NOTIFICATIONS D'ALERTE INFOS



SCAN ME!

TÉLÉGRAMME

• BY LODJ

Brésil - Maroc : le Sénat brésilien valide le traité d'extradition

Mercredi 1er octobre 2025, le Sénat du Brésil a approuvé l'adhésion au traité d'extradition conclu avec le Maroc à Brasília en 2019, ouvrant la voie à son entrée en vigueur après ratification parlementaire. Le texte, présenté comme « complet et détaillé » par les ministères des Affaires étrangères et de la Justice, vise à accélérer et sécuriser les procédures entre les deux États dans un contexte d'intensification des flux transfrontaliers.

[LIRE LA SUITE](#)



Manifestations : le ministère de l'Intérieur dénonce des « actes criminels »

À Rabat, le porte-parole du ministère de l'Intérieur, Rachid El Khalfi, a affirmé que certaines manifestations ont « cessé d'être pacifiques », évoquant des « actes criminels clairs » attribués à une minorité d'instigateurs. Il fait état d'attaques et de prises d'assaut d'établissements administratifs et de centres sécuritaires, avec des tentatives de s'emparer d'armes de service, de matériel et de munitions.

[LIRE LA SUITE](#)



Maroc : l'UNICEF et la KOICA injectent 11,7 millions de dollars dans la PMI

L'UNICEF Maroc et l'agence coréenne KOICA lancent un programme de 11,7 M\$ sur 2025-2029 pour la région Béni Mellal-Khénifra, avec les autorités régionales et le ministère de la Santé. Chaque année, 15 500 femmes enceintes et allaitantes et 125 000 enfants de moins de 5 ans en bénéficieront, avec un focus sur les 1 000 premiers jours.

[LIRE LA SUITE](#)



IMAGE SCANDALEUSE



PERISCOPE MAROC

• BY LODJ

Santé : nouvelle organisation ministérielle

Le ministère de la Santé réorganisé pour mieux relever les défis actuels

Le Conseil de gouvernement a adopté un décret redéfinissant l'organisation du ministère de la Santé et de la Protection sociale. Ce texte vient remplacer l'ancien cadre en vigueur depuis 1994. L'objectif : adapter la structure administrative aux missions stratégiques actuelles et renforcer la capacité du secteur à répondre aux besoins de la population.

[LIRE LA SUITE](#)



Arrestation du baron de la drogue «Moussa Falcone»

La brigade antigang de Rabat, en coordination étroite avec la DGST, a arrêté mardi 30 septembre à Salé le trafiquant de drogue surnommé « Moussa Falcone », considéré comme l'un des barons les plus recherchés au nord du Royaume.

Repéré grâce à des renseignements précis, il s'était illustré en août lors d'un mariage ostentatoire à Zeghanghane (Nador), où des armes à feu avaient été exhibées et tirées illégalement, déclenchant une enquête puis sa fuite. Selon Al Akhbar, « Moussa » fait l'objet de nombreux mandats d'arrêt

[LIRE LA SUITE](#)



Khénifra : redistribution des postes locaux

Mouvement de mutation : le ministère de l'Intérieur réaffecte plusieurs responsables pour dynamiser la gouvernance à Khénifra

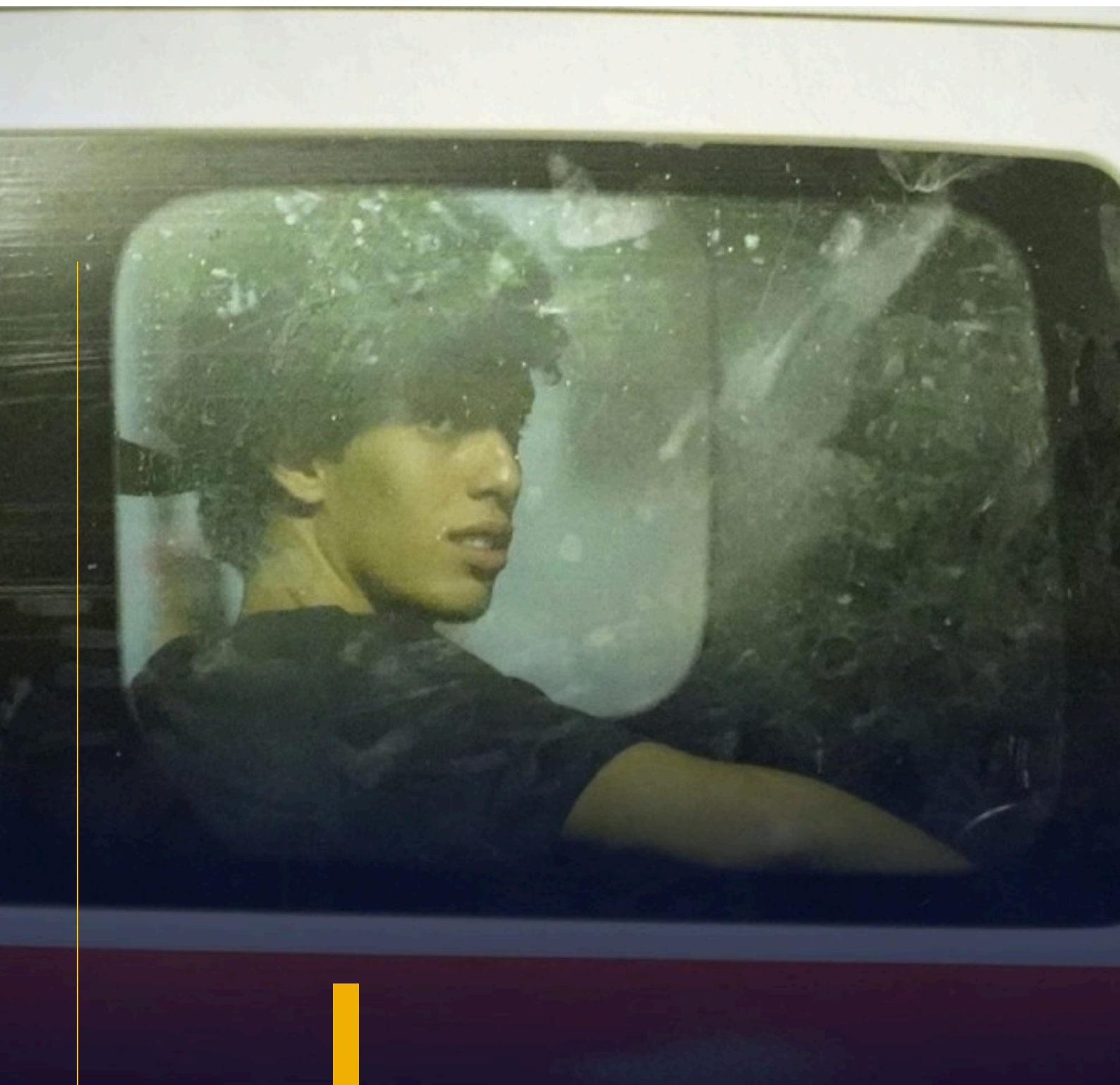
Le ministère de l'Intérieur a procédé à un mouvement de mutation dans la province de Khénifra, réaffectant plusieurs responsables de l'autorité locale à des postes stratégiques.

Des caïdats et annexes administratives ont ainsi accueilli de nouveaux dirigeants, dans le but d'injecter de nouvelles compétences et d'améliorer l'efficacité de la gestion territoriale.

[LIRE LA SUITE](#)



IMAGE DE LA SEMAINE



PERISCOPE MONDE

• BY LODJ

Les deux journalistes français accusés de tentative de chantage envers SM le Roi condamnés en appel à une peine de prison avec sursis.

Deux journalistes français ont été condamnés en appel, jeudi 2 octobre, à des peines de dix et douze mois de prison avec sursis, pour avoir voulu faire chanter le roi du Maroc en 2015 en réclamant de l'argent en contrepartie de la non-publication d'un livre, selon l'Agence France-Presse (AFP) de source judiciaire.

[LIRE LA SUITE](#)



Washington va fournir à Kyiv des renseignements pour cibler les infrastructures énergétiques russes

Les États-Unis envisage également de livrer à l'Ukraine des missiles Tomahawk, qui peuvent atteindre des cibles situées à 800 kilomètres de distance.



Les États-Unis plongent dans une paralysie budgétaire

Un shutdown impacte 750.000 fonctionnaires et les services publics

Les États-Unis sont entrés le 1er octobre 2025 en paralysie budgétaire, entraînant le gel d'une partie de l'administration fédérale. Environ 750.000 fonctionnaires seront mis au chômage technique, tandis que le trafic aérien et certaines aides sociales risquent d'être perturbés.

[LIRE LA SUITE](#)



INAUGURATION DE LA SEMAINE

**SM LE ROI
MOHAMMED VI
LANCE UN PROJET
D'ENVERGURE POUR
LA SANTÉ MENTALE
À MADIOUNA**



La Fête du cinéma : quand le grand écran rassemble le Maroc

CULTURE

La Fête du cinéma au Maroc a rassemblé 60.000 spectateurs avec un tarif unique de 30 DH.

Une célébration inclusive et solidaire du 7e art.

Du 11 au 14 septembre, le Maroc a vibré au rythme du 7e art grâce à la Fête du cinéma, un événement qui a rassemblé près de 60.000 spectateurs dans les salles partenaires à travers le Royaume.

Avec un tarif unique de 30 DH la séance, l'objectif était clair : démocratiser l'accès au cinéma et montrer que nos salles ne sont pas juste des lieux de divertissement, mais aussi des espaces de vie culturelle.

Un programme riche et accessible

Pendant ces quatre jours, les cinéphiles comme les novices ont pu profiter d'un programme varié : projections spéciales, rencontres avec des professionnels et animations originales. Les films marocains n'étaient pas en reste, puisque 28 % des entrées concernaient des productions locales, notamment les très remarqués "Ana machi ana" et "My Friend". Ces deux œuvres, qui explorent des thématiques universelles avec une touche locale, ont su séduire un public en quête de récits authentiques.

Pour les organisateurs, ce succès est une preuve que le cinéma au Maroc a un vrai potentiel : "Nous pouvons affirmer que le cinéma au Maroc a son public, et qu'il ne demande qu'à être fidélisé et élargi", ont-ils déclaré.

Avec un tarif accessible, l'événement a attiré des profils variés : familles, amateurs éclairés et même des curieux qui n'avaient pas mis les pieds dans une salle depuis des années.

Zoom sur l'impact solidaire

Au-delà des chiffres et des films, la Fête du cinéma a aussi marqué les esprits par son engagement solidaire.

En partenariat avec l'association Yed Najma, plus de 150 enfants issus de milieux défavorisés ont été invités à découvrir la magie du grand écran. Pour beaucoup, c'était une première expérience, et les étoiles dans leurs yeux en disaient long sur l'impact de cette initiative. Cette démarche inclusive rappelle que le cinéma n'est pas seulement une industrie, mais aussi un outil puissant pour créer des ponts et des souvenirs.

Ce qu'en disent les réseaux et la presse

Sur les réseaux sociaux, les réactions étaient unanimes : "Un événement qui rapproche les Marocains de leur patrimoine culturel", écrit un internaute. Les familles, elles, saluent l'accessibilité du tarif et la diversité des films proposés. Dans la presse, l'événement est qualifié de "belle célébration du cinéma marocain et international", avec une mention spéciale pour les productions locales qui ont su tirer leur épingle du jeu.

Actualités culturelles



La styliste marocaine Hnia Harrati célèbre la culture marocaine à Milan

La styliste marocaine Hnia Harrati a présenté à Milan sa collection printemps/été 2026, intitulée « Le fil du courage », mêlant tradition et modernité. Inspirée du caftan marocain, elle unit artisanat marocain et savoir-faire italien, transformant la mode en un langage universel et un pont culturel.

Le défilé a mis en avant des couleurs vibrantes, des textures artisanales et des créations contemporaines célébrant l'âme marocaine. À travers ses vêtements, Hnia Harrati valorise l'émancipation féminine et la liberté d'expression.

Ghany Belmâachi explore le temps avec «Now, Then and In Between»

Jusqu'au 31 octobre, la dernière exposition de Ghany Belmâachi, « Now, Then and In Between », invite à une traversée poétique du temps et de la mémoire.

L'artiste marocain utilise couleurs pastel, formes minimalistes et silhouettes évanescentes pour capter la douceur de l'ordinaire.

Ses œuvres plongent le spectateur dans un dialogue entre passé et présent, oscillant entre affirmation et effacement. Cette expérience immersive pousse à ralentir et à contempler les instants fugaces de la vie.



La pièce « Extasia » de Yassine Ahajjam en France

La pièce « Extasia » du metteur en scène marocain Yassine Ahajjam sera jouée le 26 novembre 2025 au festival « Les Nuits d'Orient et d'Ailleurs » de Dijon. Cet événement multiculturel, qui met en lumière les influences de l'Afrique du Nord à l'Asie, marque la première présentation de l'œuvre en France.

Soutenue par le CCME, la compagnie « Ard EChaouen des cultures » accompagne cette tournée internationale. La pièce mêle mythe, philosophie et réalité sociale à travers le parcours d'un professeur de philosophie en crise existentielle.



Actualités culturelles



Tanger : le Théâtre Riad Sultan lance sa nouvelle saison

Le Théâtre Riad Sultan de Tanger inaugure sa saison culturelle 2025-2026 avec une programmation riche et éclectique.

Théâtre, musique, poésie et ateliers viendront rythmer tout le mois d'octobre.

Le lancement se fera avec la pièce « Ici » de Pascal Rambert, en collaboration avec l'ISADAC et l'Institut français du Maroc. La scène tangeroise accueillera aussi des œuvres internationales comme « El Collar De La Paloma » et « La Cabeza Que Me Mira ».

Les créations marocaines seront à l'honneur avec « Tribulations d'un musulman d'ici » d'Ismail Saidi.

Moussem d'Assilah : session d'automne 2025

Du 26 septembre au 12 octobre 2025, Assilah accueillera la session d'automne de la 46^e édition du Moussem culturel international, organisée sous le Haut Patronage de S.M. le Roi Mohammed VI.

Plus de 350 personnalités y participeront, autour de colloques, expositions et hommages, dont un dédié au fondateur Mohamed Benaïssa.

Le programme inclut des débats de haut niveau sur l'Initiative atlantique, des hommages à l'artiste Abdelkrim Ouazzani et la remise du Prix Tchicaya U Tam'si de poésie africaine.



Casablanca : le concert «Anime Migranti» au rendez-vous

Le 3 octobre 2025, le Consulat général d'Italie à Casablanca accueillera le concert «Anime Migranti» réunissant le musicien italien Marcondiro et l'artiste marocain Nour Eddine.

Cette performance mêle traditions soufies, gnawa et jahjouka marocaines avec la chanson d'auteur italienne, offrant un voyage musical inédit.

Depuis 2019, les deux artistes collaborent pour fusionner voix, percussions et sons électroniques dans un univers immersif.

INSOLITE DE LA SEMAINE

**INSOLITE : UN
EMPLOYÉ TOUCHE
330 FOIS SON
SALAIRE, LA
JUSTICE
L'AUTORISE À
CONSERVER LA
SOMME**



Dans le désert marocain, les jeunes cherchent une pause hors du temps

Quand le sable devient un refuge.

Ils sont de plus en plus nombreux, jeunes Marocains comme visiteurs étrangers, à faire leurs valises pour... le désert. Pas pour un safari touristique classique, mais pour des retraites spirituelles, des séjours de méditation et de déconnexion. Loin du bruit des villes et de la pression quotidienne, les dunes deviennent le théâtre d'une quête moderne : ralentir, respirer et retrouver un équilibre intérieur.



Pourquoi le désert attire autant ?

Il y a d'abord le silence. Un silence rare, presque total, que l'on ne connaît plus dans les grandes villes marocaines. Ce vide sonore agit comme un antidote naturel au stress. Ensuite, l'immensité : marcher au milieu des dunes, c'est ressentir une liberté presque infinie. Pour les jeunes, habitués aux écrans et à l'instantané, c'est un contraste saisissant.

Beaucoup y voient aussi une dimension spirituelle. Sans religion imposée, mais avec une envie de reconnecter avec soi-même, de trouver un sens, de faire le point. Dans un monde où tout va vite, le désert impose son rythme : lent, régulier, apaisant.

Le désert, nouvelle salle de sport pour l'esprit

Oubliez les haltères et les tapis de yoga en studio. Ici, c'est le sable qui devient tapis, et le soleil qui rythme les séances. Des coachs et guides proposent des sessions de yoga au lever du jour, des ateliers de respiration ou de méditation guidée sous un ciel étoilé.

L'expérience est complète : pas de téléphone (ou très peu), pas de notifications, pas de distractions. Certains organisateurs interdisent même l'usage des écrans pendant toute la durée du séjour. Une sorte de digital detox grande nature.

Une tendance mondiale, un ancrage marocain

Ce phénomène n'est pas seulement marocain : partout dans le monde, les jeunes générations recherchent des séjours qui mêlent voyage et bien-être. Mais le Maroc a un atout unique : ses déserts accessibles et spectaculaires, notamment dans les régions de Merzouga, Zagora ou M'Hamid.

Là où d'autres pays doivent créer des retraites en pleine forêt ou sur des plages privées, le Maroc dispose d'un cadre naturel déjà mythique. C'est cette authenticité qui attire aussi bien les jeunes Marocains que les voyageurs venus d'Europe ou d'ailleurs.

Des expériences taillées pour les 20-35 ans

Les organisateurs ont vite compris l'importance de séduire la jeunesse. Beaucoup de retraites sont conçues pour être fun, légères et inclusives. On y trouve :

- Des treks en groupe, ponctués de veillées musicales autour du feu.
- Des ateliers d'écriture pour coucher ses émotions sur papier.
- Des repas collectifs à base de produits locaux, préparés façon traditionnelle.
- Des nuitées sous tente berbère, où l'on partage autant les couscous que les confidences.

Ce n'est pas une retraite austère : c'est un moment de convivialité, une bulle hors du temps où l'on se retrouve entre jeunes avec les mêmes envies de ralentir.

ÉVÉNEMENT DE LA SEMAINE



**GENZ212 LANCE UNE CAMPAGNE
CITOYENNE DE NETTOYAGE APRÈS
LES ACTES DE VANDALISME**

Brèves Lifestyle



Beauté écolo : le shampoing solide fait son boom

Finis les bouteilles en plastique : le shampoing solide, compact et zéro déchet, s'impose dans les salles de bain marocaines.

Facile à transporter, économique et respectueux de l'environnement, il lave tout en douceur cheveux et cuir chevelu.

Disponible dans les boutiques bio et en ligne, il séduit les consommateurs soucieux de réduire leur impact écologique sans sacrifier le soin capillaire. Une petite révolution dans la routine beauté quotidienne.

Les chaussettes en bambou, nouvelle tendance

Les chaussettes en bambou, douces, respirantes et antibactériennes, commencent à envahir les penderies marocaines.

Plus écologiques que le coton classique, elles régulent la température des pieds et réduisent les mauvaises odeurs.

Disponibles dans certaines boutiques locales et en ligne, elles séduisent autant pour le confort que pour leur aspect durable.

Une petite révolution textile qui allie style, bien-être et respect de l'environnement.



Soirées ludiques : les jeux de société séduisent de nouveau les Marocains

Face aux écrans omniprésents, de nombreux Marocains redécouvrent le plaisir des jeux de société.

De Casablanca à Fès, bars et cafés organisent des soirées dédiées, mêlant stratégie, rires et convivialité. Scrabble, Catan ou Uno rassemblent familles et amis autour d'un moment simple mais stimulant.

Ce regain d'intérêt illustre un vrai besoin de ralentir, de partager et de se reconnecter sans technologie, dans une ambiance détendue et complice.



NOMINATION DE LA SEMAINE

**AJAY HARJANI
NOMMÉ
DIRECTEUR
GÉNÉRAL DU
HILTON GARDEN
INN
CASABLANCA
SUD**

Hilton Garden Inn
Casablanca Sud annonce la
nomination de Ajay Harjani
au poste de directeur
général de l'établissement.



Brèves Lifestyle



En Australie, un serpent dans la boîte à pizza !

À Buderim, en Australie, une famille a eu la surprise de trouver un serpent noir à ventre rouge dans une boîte de pizza abandonnée près de la poubelle de leur cuisine. Heureusement, le reptile est arrivé après le repas, évitant tout danger. La famille a fait appel à Dan, un attrapeur de serpents professionnel, qui a filmé son intervention pour relâcher l'animal à l'extérieur. Cette espèce très venimeuse ne provoque généralement pas de décès, mais sa présence inattendue rappelle qu'il vaut mieux rester vigilant avec les intrus domestiques.

Le batch cooking commence à séduire les foyers marocains

De plus en plus de familles marocaines adoptent le batch cooking, cette méthode qui consiste à préparer en une seule séance les repas de la semaine. L'idée : cuisiner à l'avance, stocker dans des boîtes hermétiques et n'avoir plus qu'à assembler ou réchauffer au quotidien. Face aux rythmes de travail soutenus et au besoin de manger plus sain, cette tendance combine gain de temps, économie d'énergie et meilleure gestion des courses.

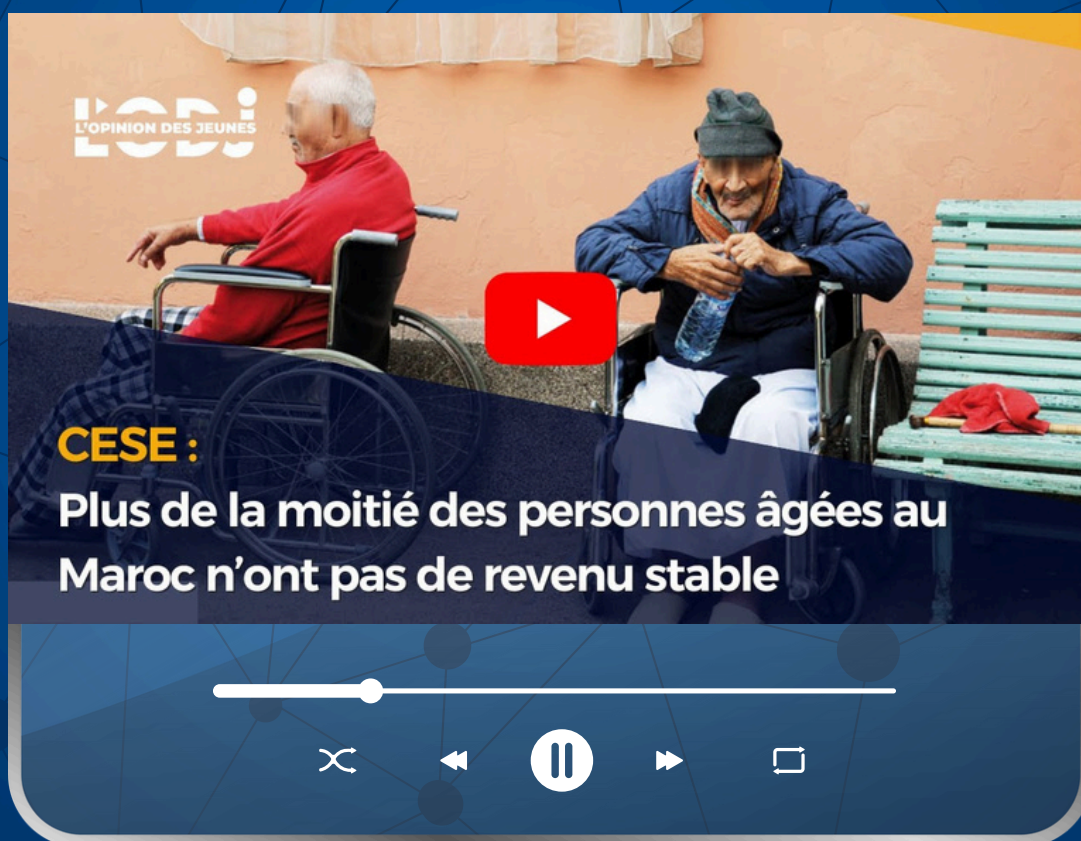


On teste le couvre-feu des notifications

De plus en plus de Marocains adoptent le "couvre-feu numérique" : couper les notifications sur smartphone et ordinateur avant 22h. Objectif ? Éviter la surcharge d'informations, mieux dormir et se détacher du stress numérique. Cette pratique simple améliore la concentration, favorise des soirées plus calmes et transforme le temps avant le coucher en moment de détente. Une micro-habitude qui séduit ceux qui veulent reprendre le contrôle sur leur temps et leur santé mentale.



AI DOCUMENTAIRE



CESE : PLUS DE LA MOITIÉ DES PERSONNES ÂGÉES AU MAROC N'ONT PAS DE REVENU STABLE



Oublie les classiques : les spots qui changent tout au Maroc



Marre des cafés classiques et des spots trop vus ?

Le Maroc regorge de lieux insolites où se rencontrer, rigoler et partager des expériences uniques. Suivez le guide !

Au lieu des terrasses bondées, pourquoi ne pas tester les cafés à thème ou les espaces créatifs disséminés un peu partout au Maroc ?

À Casablanca, certains cafés misent sur des ateliers DIY, des soirées jeux ou des mini-expositions d'art. À

Fès et Marrakech, d'autres combinent culture et détente : concerts unplugged, lectures partagées ou ateliers culinaires où l'on peut se faire de nouveaux amis tout en dégustant un thé à la menthe parfumé. L'idée ? Un cadre cosy et décontracté où la rencontre se fait naturellement, sans pression.

Rooftops et coins cachés : socialiser avec style

Pour ceux qui aiment les vues qui en jettent, les rooftops urbains de Rabat, Tanger ou Agadir offrent une ambiance idéale pour rencontrer de nouvelles personnes.

Entre une boisson fraîche et un coucher de soleil, on échange, on rit... bref, on socialise en mode chill. Et

pour les aventuriers urbains, certains jardins cachés ou petites cours secrètes deviennent vite des spots de rendez-vous où la créativité et la convivialité règnent.

Nature et rencontres insolites

Le Maroc n'est pas qu'urbain ! Les parcs urbains, les plages moins fréquentées et les coins nature offrent un cadre parfait pour des rencontres authentiques.

À Essaouira ou Agadir, les plages accueillent parfois des groupes de jeunes pour des sessions de sport improvisées, des concerts unplugged ou des pique-niques collectifs.

Même une balade dans les montagnes du Rif ou les dunes de Merzouga peut se transformer en aventure sociale mémorable. Ici, l'important, c'est le partage et l'expérience plus que le lieu lui-même.

Expériences à vivre et à partager

Au final, ce qui rend un lieu vraiment insolite, ce sont les expériences qu'on y vit. Participer à un atelier de cuisine traditionnelle, une séance de yoga sur la plage, un club de lecture ou une soirée poésie permet de rencontrer des gens passionnés et curieux.

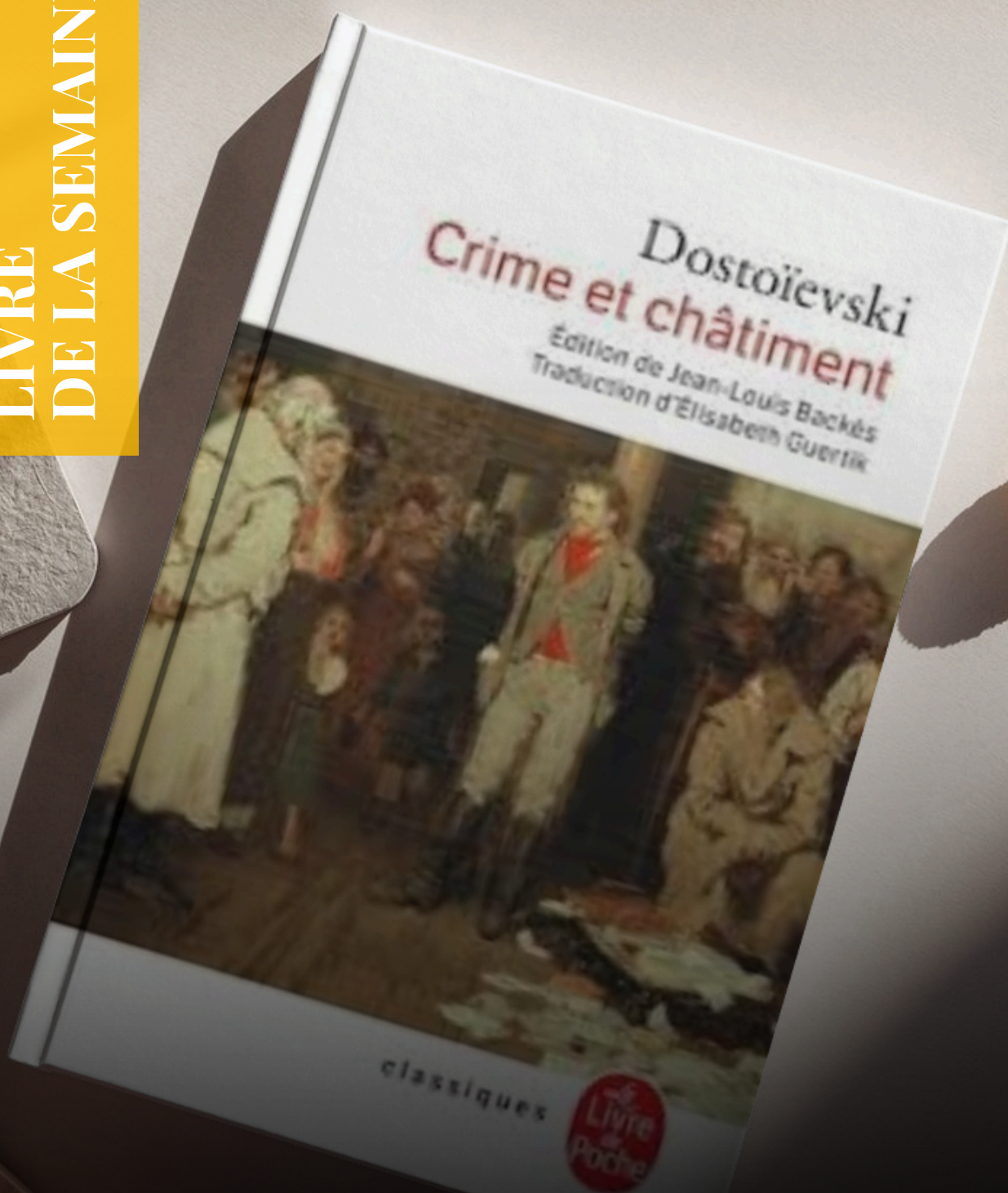
L'astuce ? Tester des lieux un peu différents de ceux que vos amis connaissent déjà, oser parler à des inconnus et profiter de chaque moment. Résultat : des rencontres mémorables et, souvent, des amitiés qui durent.

Numéro
100

Crime et châtiment

Dostoïevski

LIVRE
DE LA SEMAINE



Banque digitale : Jouahri réagit aux ambitions de Revolut

DIGITAL

Alors que Revolut exprime ses ambitions de s'implanter au Maroc, Abdellatif Jouahri, gouverneur de Bank Al-Maghrib, rappelle les conditions nécessaires pour obtenir un agrément.

Il met en avant l'importance de protéger les consommateurs marocains face à l'essor des banques digitales.



Jouahri insiste sur la protection des consommateurs marocains

La banque digitale Revolut, déjà bien implantée à l'international, affiche son ambition de s'installer au Maroc, un marché en pleine transformation numérique. Face à cette volonté, Abdellatif Jouahri, gouverneur de Bank Al-Maghrib, a tenu à clarifier les règles du jeu. Dans une déclaration récente, il a rappelé les conditions strictes nécessaires pour obtenir un agrément bancaire au Maroc, tout en soulignant la nécessité de protéger les consommateurs marocains dans un secteur en plein essor.

Revolut, connue pour ses services bancaires innovants et ses solutions numériques accessibles, voit dans le Maroc un marché stratégique. Avec une population jeune, connectée et avide de nouvelles technologies, le royaume représente une opportunité idéale pour les fintechs souhaitant élargir leur présence en Afrique. Cependant, l'entrée sur ce marché n'est pas sans défis.

Abdellatif Jouahri a insisté sur le fait que toute banque digitale, Revolut incluse, doit respecter les normes strictes de Bank Al-Maghrib. Ces normes incluent des garanties de sécurité financière, des mécanismes de lutte contre le blanchiment d'argent, et une transparence totale dans les opérations. Jouahri a également évoqué la nécessité de protéger les données personnelles des utilisateurs, un enjeu crucial dans l'univers numérique.

L'essor des banques digitales au Maroc suscite un mélange d'enthousiasme et de prudence. Si ces plateformes offrent des services rapides et accessibles, elles posent également des questions sur la sécurité des transactions et la protection des consommateurs. Jouahri a été clair : Bank Al-Maghrib ne permettra pas à une banque digitale de s'implanter sans garantir des standards élevés de sécurité et de fiabilité.

Cette position reflète une volonté de préserver la confiance des Marocains dans le système bancaire. Jouahri a souligné que Revolut, comme toute autre banque numérique, devra prouver sa capacité à répondre aux besoins des consommateurs tout en respectant les normes locales. Cette exigence vise à éviter les dérives qui pourraient nuire à la stabilité financière du pays.

Malgré ces exigences, l'arrivée potentielle de Revolut au Maroc pourrait représenter une avancée majeure pour l'économie numérique du pays. Les banques digitales, en démocratisant l'accès aux services financiers, pourraient jouer un rôle clé dans l'inclusion financière. Elles pourraient également stimuler l'innovation dans le secteur bancaire, en incitant les acteurs traditionnels à moderniser leurs offres.

Cependant, cette opportunité doit être encadrée par une réglementation solide. Jouahri a insisté sur le fait que le Maroc ne sacrifiera pas la sécurité et la stabilité au nom de l'innovation. Le royaume veut s'assurer que les banques digitales apportent une valeur ajoutée réelle, tout en respectant les règles établies.

Revolut, comme d'autres acteurs de la banque digitale, voit dans le Maroc un marché à fort potentiel. Cependant, l'entrée dans ce secteur exige de répondre à des critères stricts, définis par Bank Al-Maghrib. Jouahri, en rappelant ces conditions, démontre la volonté du Maroc de concilier innovation et protection des consommateurs. Si Revolut parvient à répondre à ces exigences, elle pourrait jouer un rôle clé dans la transformation numérique du paysage bancaire marocain.

L'ODJ

L'OPINION DES JEUNES



SCAN ME!

**REJOIGNEZ NOTRE CHÂÎNE WHATSAPP
POUR NE RIEN RATER DE L'ACTUALITÉ !**

Brèves digitales

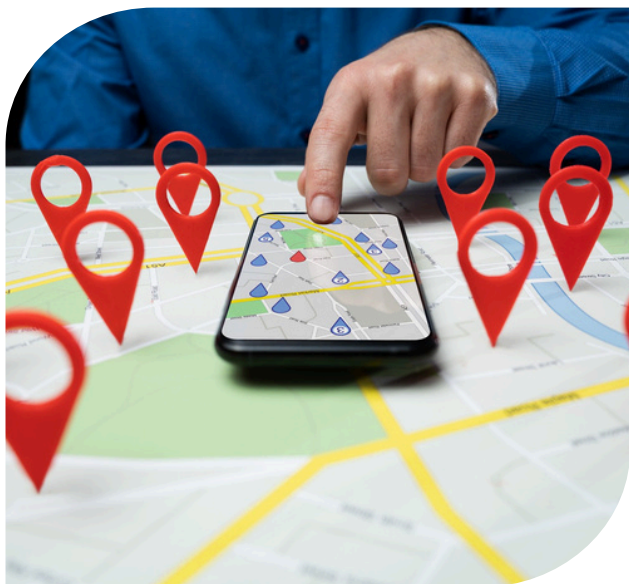


YouTube Music teste un animateur IA

YouTube lance YouTube Labs, un programme permettant de tester de nouvelles fonctionnalités basées sur l'IA. Le premier test concerne un animateur radio généré par IA pour YouTube Music, capable de partager anecdotes, infos sur les fans et commentaires sur les titres écoutés. Pour l'instant, ce test est limité aux États-Unis. Cette initiative montre que Google explore de plus en plus l'intégration de l'intelligence artificielle sur YouTube, avec déjà des outils comme le doublage automatique et Veo 3 pour YouTube Shorts. D'autres fonctionnalités IA sont donc attendues prochainement.

Xiaomi 17 réinvente la recharge rapide

Le Xiaomi 17, fraîchement dévoilé en Chine, pourrait bien redéfinir la recharge rapide des smartphones. Le modèle adopte le protocole universel PPS 100 W, qui permet une recharge ultra rapide sans nécessiter de chargeur propriétaire. Avec 100 W en filaire et 50 W en sans-fil, Xiaomi allie puissance et compatibilité, contrairement à d'autres marques qui restent bloquées sur leurs technologies fermées. Cette avancée facilite la vie des utilisateurs et met une pression supplémentaire sur Apple, Google et Samsung, encore timides face aux vitesses de recharge proposées par les constructeurs chinois.



Google Maps simplifie les trajets en transports

Google Maps déploie une nouveauté très attendue par les usagers des transports en commun. Désormais, lorsqu'un trajet est lancé en métro, bus ou RER, un bandeau discret s'affiche en bas de l'écran, indiquant les étapes clés tout en laissant l'accès libre au reste de la carte. Fini les trajets bloqués ou interrompus dès que l'on veut explorer les environs ou changer de destination. La mise à jour apporte aussi les Live Updates, des notifications affichant la progression d'un trajet directement sur l'écran de verrouillage ou en fenêtre flottante.



SCAN ME!

ريب راديو مغاربة العالم

WEB RADIO DES MAROCAINS DU MONDE

+750.000 AUDITEURS PAR MOIS | ÉMISSIONS, PODCASTS & MUSIC
ÉCOUTER NOUS SUR : WWW.LODJ.MA/RADIO

@lodjmaroc



Brèves digitales



ChatGPT se met aux achats en ligne

OpenAI lance Instant Checkout, une nouvelle fonctionnalité qui permet aux utilisateurs de ChatGPT de réaliser des achats sans quitter le chatbot. Actuellement disponible aux États-Unis, elle prend en charge les articles de vendeurs Etsy, avec bientôt une extension à Shopify. Les utilisateurs peuvent valider un produit en un clic, l'IA se charge ensuite de transmettre en toute sécurité les informations de paiement et de livraison au commerçant. OpenAI y voit une nouvelle source de revenus grâce à une commission prélevée sur chaque achat.

Apple prépare un possible keynote en octobre

Après la sortie des nouveaux iPhone en septembre, Apple pourrait encore surprendre en octobre avec un deuxième keynote. Selon Mark Gurman (Bloomberg), un nouvel iPad Pro équipé du processeur M5 et d'un capteur photo amélioré serait en préparation. Un casque Vision Pro boosté par une puce plus performante pourrait aussi être dévoilé. De nouveaux MacBook Pro et Air sous M5 sont attendus, mais leur lancement pourrait glisser jusqu'en 2026.



Mark Zuckerberg prêt à tout pour la superintelligence

Mark Zuckerberg a affirmé être prêt à dépenser « quelques centaines de milliards de dollars » pour développer une IA dite superintelligente, plus puissante que l'humain. Dans un podcast, le patron de Meta a reconnu que l'échéance reste incertaine, mais qu'avancer trop lentement ferait perdre la course. Il a même promis à Donald Trump jusqu'à 600 milliards de dollars d'investissements dans les infrastructures d'IA américaines d'ici 2028. Pour lui, le vrai danger réside dans le manque d'agressivité, pas dans l'excès de dépenses.

LODJ

خليفة JEUNE



www.lodj.ma



SCAN ME

SUIVEZ L'ACTUALITÉ DE L'OPINION DES JEUNES

POLITIQUE, ÉCONOMIE, SANTÉ, SPORT, CULTURE, LIFESTYLE, DIGITAL, AUTO-MOTO
ÉMISSION WEB TV, PODCASTS, REPORTAGE, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS

Agriculture et technologie : Le Maroc mise gros en 2024

DIGITAL



En 2024, le Maroc a doublé ses investissements dans l'AgriFoodTech, affirmant sa volonté de moderniser son agriculture et d'intégrer des solutions technologiques innovantes.

Une stratégie ambitieuse qui vise à répondre aux défis alimentaires et climatiques tout en stimulant son économie.

Un doublement des investissements pour une agriculture de pointe

Le Maroc franchit un cap décisif dans sa quête de modernisation agricole.

En 2024, le royaume a doublé ses investissements dans le secteur AgriFoodTech, un domaine stratégique qui combine agriculture et technologie pour répondre aux enjeux alimentaires du futur.

Cette initiative s'inscrit dans une vision globale visant à renforcer la sécurité alimentaire, à améliorer la productivité agricole et à réduire l'impact environnemental.

Les financements, qui atteignent des niveaux records cette année, sont dirigés vers des startups et des entreprises innovantes spécialisées dans les technologies agricoles, telles que l'agriculture de précision, les biotechnologies et les solutions de gestion de l'eau. Ces investissements ne sont pas seulement un pari économique, mais aussi une réponse aux défis climatiques auxquels le Maroc est confronté, notamment la sécheresse et la rareté des ressources hydriques.

L'État marocain, en collaboration avec des partenaires internationaux, a mis en place des programmes spécifiques pour encourager l'adoption de technologies avancées dans les exploitations agricoles. Parmi les projets phares, on retrouve des initiatives de robotisation de la récolte, des plateformes numériques pour connecter les agriculteurs aux marchés, et des solutions basées sur l'intelligence artificielle pour optimiser les rendements.

Cette stratégie ambitieuse vise également à positionner le Maroc comme un leader régional en matière d'innovation agricole. Le pays aspire à devenir une plaque tournante pour les technologies AgriFoodTech en Afrique et dans le monde arabe, attirant ainsi des investisseurs étrangers et renforçant sa compétitivité sur les marchés internationaux.

Le secteur agricole, qui représente une part importante de l'économie marocaine, bénéficie désormais d'un souffle nouveau grâce à ces investissements.

Les retombées attendues sont multiples : une augmentation des exportations, une amélioration des conditions de vie des agriculteurs et une réduction de la dépendance aux importations alimentaires.

En doublant ses financements dans l'AgriFoodTech, le Maroc confirme sa volonté de conjuguer tradition et modernité pour relever les défis du XXI^e siècle.

Cette dynamique prometteuse pourrait bien redéfinir les contours de l'agriculture marocaine et inspirer d'autres nations à suivre son exemple.

LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA



**PRESSPLUS EST LE KIOSQUE 100% DIGITAL & AUGMENTÉ
DE L'ODJ MÉDIA GROUPE DE PRESSE ARRISSALA SA
MAGAZINES, HEBDOMADAIRES & QUOTIDIENS..**

www.pressplus.ma



SCAN ME!

QUE VOUS UTILISIEZ VOTRE SMARTPHONE, VOTRE TABLETTE OU MÊME VOTRE PC,
PRESSPLUS VOUS APPORTE LE KIOSQUE DIRECTEMENT CHEZ VOUS

Mondial U20 : le Maroc prend un sérieux avantage face à l'Espagne (2-0)

Pour son premier match en phase de groupes du Mondial U20, le Maroc a frappé fort en s'imposant 2-0 face à l'Espagne, prenant ainsi une sérieuse option pour la qualification.



Dès le coup d'envoi, les Lionceaux de l'Atlas ont montré leurs intentions, multipliant les offensives dangereuses.

Khalifi et Zabiri se sont créés deux occasions dès la 4^e minute, l'une frôlant le poteau et l'autre s'élevant au-dessus du cadre.

Zabiri a continué à mettre la défense espagnole sous pression, notamment à la 26^e minute, son tir étant repoussé par Andrés Cuenca.

L'Espagne a tenté de répliquer par Iker Bravo, dont la tête a frôlé le montant, et par David Mella, mais le gardien marocain BENCHAOUCH a su se montrer décisif, tout comme Fran González côté espagnol.

La deuxième mi-temps a été fructueuse pour le Maroc.

À la 54^e minute, Zabiri a ouvert le score sur un contre parfaitement mené, grâce à une passe lumineuse d'El Haddad.

Cinq minutes plus tard, Gessine a doublé la mise sur un centre tendu de Maamma (59^e), scellant le sort du match.

Malgré de meilleures intentions espagnoles en fin de rencontre, la défense marocaine, dirigée par un Baouf impérial dans les duels aériens, a tenu bon.

Les remplaçants Tajaouart, El Bahraoui et Boumassaoudi ont apporté du sang frais sans modifier le score.

Le tournant est survenu à la 79^e minute : un penalty accordé à l'Espagne pour une faute de Khalifi a été annulé après recours au VAR, provoquant la colère de la Roja. Un but espagnol en fin de match a également été annulé pour hors-jeu.

Avec cette victoire, le Maroc démarre idéalement son Mondial U20, laissant entrevoir un parcours prometteur pour les hommes de Ouahbi.

Brèves Sportives



Junior Qualifying Series de Surf : l'ultime étape à Taghazout Bay

Taghazout Bay accueillera du 5 au 9 novembre l'étape finale du Junior Qualifying Series (JQS), récemment intégrée au calendrier de la World Surf League. Ce rendez-vous permettra aux jeunes riders de s'affronter dans des conditions idéales sur ce spot mondialement reconnu. Plusieurs surfeurs marocains bénéficieront de wild cards pour participer à la compétition. Véritable tremplin vers l'élite, les JQS ont déjà révélé des talents comme Ramzi Boukhiam, champion d'Europe en 2012. Cette dernière étape déterminera le champion et la championne d'Europe Junior 2025 et offrira une dernière opportunité de qualification pour les WSL World Junior Championships.

Le Trophée de la Chambre Espagnole de golf revient

La 13^e édition du Trophée de la Chambre Espagnole de golf se tiendra ce samedi au Prestigia Golf The Tony Jacklin de Casablanca, sous l'égide de la Fédération Royale marocaine de golf.

Plus de quatre-vingts golfeurs et golfeuses des deux rives du Déroit participeront à cette compétition mixte, en formule « Quatre balles, meilleure balle ». Depuis 2012, ce tournoi est devenu un rendez-vous majeur du golf marocain, alliant sport de haut niveau, convivialité et fair-play.



Para-athlétisme : El Haddaoui décroche le bronze à New Delhi

Le Marocain Aymane El Haddaoui a décroché la médaille de bronze du 100m (T47) aux Mondiaux de para-athlétisme 2025 à New Delhi.

Avec un chrono de 10.70, son meilleur temps de la saison, il a offert à la délégation marocaine sa première médaille de la compétition.

Déjà médaillé de bronze aux Jeux de Paris 2024, El Haddaoui confirme sa régularité au plus haut niveau. Il a été devancé par le Chinois Kangjun Shi (10.68) et le Brésilien Petrucio Ferreira (10.66), référence mondiale de la discipline.

Brèves Sportives



Championnat arabe de tir sportif : Younes Haj Ali sacré à Tanger

Le Maroc a brillé au Championnat arabe de tir sportif à Tanger grâce à Younes Haj Ali, sacré champion en Trap avec un score de 45/50. Le tireur marocain a devancé les favoris koweïtiens Khaled Al-Mudhaf et Talal Al-Rashidi, offrant au Royaume une précieuse médaille d'or.

Chez les dames, la Qatarie Ray Bassil s'est imposée avec 41/50, confirmant sa domination dans la discipline. Ému, Haj Ali a salué le soutien du public qui a porté sa performance.

Ce championnat, placé sous la présidence de SAR le Prince Moulay Rachid, réunit 60 athlètes de huit pays et se poursuit jusqu'au 28 septembre.

Le Raja inaugure un terrain NBA à Casablanca

Le Raja de Casablanca a inauguré un terrain de basketball extérieur entièrement rénové selon les standards NBA, au cœur du quartier Al Fida. Réalisée en partenariat avec NBA Africa et l'Agence française de développement (AFD), cette infrastructure vise à promouvoir la pratique sportive et l'inclusion sociale des jeunes, filles et garçons confondus. Quatre-vingts jeunes ont participé à une séance d'entraînement encadrée par des experts de NBA Africa lors de l'événement. Ce projet s'inscrit dans le programme de la NBA prévoyant la construction de mille terrains en Afrique d'ici 2035.



Coupes africaines de football : les clubs marocains passent au 2e tour

Les clubs marocains engagés en compétitions africaines ont brillé ce week-end en validant leur qualification pour le deuxième tour préliminaire. En Ligue des champions, l'AS FAR a confirmé sa supériorité face au Real de Banjul avec une victoire 2-1 après son succès 2-0 à l'aller.

La RS Berkane, tenante du titre en Coupe de la CAF, s'est ressaisie en écrasant l'ASC Kara 3-1 grâce notamment au doublé de Lamlioui.

De son côté, l'OC Safi, novice sur la scène continentale, a impressionné en dominant l'AS Nigelec 3-0 après sa victoire 1-0 à l'aller.

LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA



**PRESSPLUS EST LE KIOSQUE 100% DIGITAL & AUGMENTÉ
DE L'ODJ MÉDIA GROUPE DE PRESSE ARRISSALA SA
MAGAZINES, HEBDOMADAIRES & QUOTIDIENS..**

www.pressplus.ma



SCAN ME!

QUE VOUS UTILISIEZ VOTRE SMARTPHONE, VOTRE TABLETTE OU MÊME VOTRE PC,
PRESSPLUS VOUS APPORTE LE KIOSQUE DIRECTEMENT CHEZ VOUS

La tension qui tue : l'alerte mondiale de l'OMS sur l'hypertension

Chaque octobre, le ruban rose nous rappelle qu'il est temps de penser à nous et à notre santé. Dépistage, facteurs de risque et gestes simples au quotidien : voici tout ce qu'il faut savoir.



SANTÉ & BIEN ÊTRE

Le cancer du sein reste l'un des cancers les plus fréquents chez les femmes, et détecté tôt, il se soigne dans neuf cas sur dix.

Même au Maroc, où l'accès au dépistage commence à se développer, il est essentiel de rester vigilante. Faire une mammographie régulièrement à partir de 40-50 ans permet de repérer les tumeurs à un stade précoce.

Mais attention : cet examen ne remplace pas l'autopalpation. Chez soi, en quelques minutes, on peut sentir si une grosseur apparaît, si la peau change d'aspect ou si un mamelon se rétracte. Deux gestes simples qui peuvent vraiment faire la différence.

Qui est concerné et quels sont les facteurs de risque ?

On pourrait croire que le cancer du sein touche seulement les femmes âgées, mais les jeunes ne sont pas à l'abri.

Chaque année, certaines femmes de moins de 40 ans se voient diagnostiquer un cancer plus agressif. Les facteurs génétiques jouent un rôle, mais ils concernent seulement 5 à 10 % des cas.

Même sans antécédents familiaux, certains éléments du mode de vie influencent le risque : surpoids, manque d'activité physique, alimentation déséquilibrée, et oui... la consommation d'alcool, mais aussi les traitements hormonaux prolongés ou la contraception hormonale.

Au Maroc, on peut agir facilement : marcher après le marché, bouger en dansant sur un bon chaâbi ou ramener des légumes du souk pour des plats légers. Des gestes simples mais puissants pour réduire les risques au quotidien.

Quand consulter et se faire suivre ?

Dès 25 ans, un examen clinique annuel des seins chez le gynécologue ou le médecin de famille est recommandé.

Si un changement est détecté, il faut consulter rapidement. Et si l'on a eu un cancer du sein auparavant, la vigilance doit être maximale : un suivi régulier permet de détecter toute récurrence ou nouvelle tumeur à temps.

Prendre soin de soi, sans panique

Octobre rose n'est pas là pour faire peur, mais pour rappeler que la prévention sauve des vies. Entre mammographie, autopalpation et habitudes de vie saines, chaque geste compte.

Et puis, pourquoi ne pas en profiter pour partager ce savoir avec vos amies, votre mère ou vos sœurs autour d'une tasse de tisane maison ou après un passage au hammam ? Le message est clair : rester vigilante, c'est rester libre et sereine.

Brèves Santé & Conso



Polluants : les femmes plus vulnérables que les hommes ?

Pesticides, perturbateurs endocriniens, additifs... Ces substances invisibles n'affectent pas tout le monde de la même manière. Chez les femmes, la masse grasse stocke plus facilement les polluants, augmentant leur vulnérabilité. Certaines professions très féminisées, comme la coiffure, le nettoyage ou la caisse en supermarché, amplifient cette exposition quotidienne. Même les produits ménagers utilisés à la maison en rajoutent une couche. Conséquence : un risque accru de cancers, d'endométriose ou de troubles hormonaux.

Les plats ultra-transformés menacent la fertilité masculine

Chips, charcuterie, biscuits... Ces aliments ultra-transformés ne se contentent pas d'alourdir l'assiette : ils impacteraient aussi directement la santé masculine. Une étude publiée dans la revue Cell Metabolism montre que, même à apport calorique identique, une alimentation industrielle entraîne une baisse de la testostérone, une diminution du nombre de spermatozoïdes mobiles et une prise de poids rapide. Les chercheurs évoquent le rôle possible de polluants aux effets de perturbateurs endocriniens.



Octocrylène : l'ingrédient controversé de nos cosmétiques

Présent dans de nombreuses crèmes solaires, mais aussi dans le maquillage, les crèmes de jour ou encore certains parfums, l'octocrylène est de plus en plus critiqué. Utilisé comme filtre UV et stabilisant, il s'accumule dans les eaux usées et pollue rivières, lacs et mers. Des chercheurs alertent également sur ses effets potentiels sur la santé humaine, notamment des risques pour la thyroïde et la reproduction. Déjà, plusieurs marques commencent à proposer des alternatives sans octocrylène.

Brèves Santé & Conso



Climat : une nouvelle étude sur l'Antarctique inquiète

Les dernières données scientifiques venues de l'Antarctique font froid dans le dos. Selon une étude publiée par l'Union européenne des géosciences, l'océan Austral absorbe beaucoup plus de chaleur que ce qu'on pensait, ce qui amplifie le réchauffement mondial. Résultat : la montée des océans, les vagues de chaleur marines et la fonte de la banquise risquent d'être plus rapides et plus intenses que prévu. Les chercheurs estiment que la sensibilité du climat pourrait être de 3 à 7 % plus élevée que dans les modèles actuels.

Le cacao, secret anti-âge ?

Et si un aliment du quotidien cachait un allié anti-âge ? Une vaste étude américaine (Cosmos) révèle que le cacao, riche en flavanols, pourrait ralentir certains effets du vieillissement. Chez plus de 500 participants suivis pendant deux ans, un extrait de cacao a permis de réduire de 8,4 % par an un marqueur clé de l'inflammation chronique, associée aux maladies cardiovasculaires. Les chercheurs notent aussi une baisse de 27 % de la mortalité cardiaque.



Stress, cœur et artères : les bienfaits nuancés du yoga

Le yoga est souvent perçu comme un allié contre le stress et un protecteur du cœur, mais une étude parue dans la revue *Advances in Integrative Medicine* nuance cette réputation. Selon des chercheurs indiens, la pratique a des effets positifs sur la santé mentale et un léger bénéfice vasculaire chez les personnes âgées, mais reste insuffisante seule pour préserver l'élasticité des vaisseaux sanguins. Les experts recommandent de combiner le yoga avec d'autres activités physiques plus intenses, comme le Tai Chi ou le Pilates, pour une meilleure protection cardiovasculaire.



UNE PRÉSENCE FORTE SUR LES RESEAUX SOCIAUX



167,2K
FOLLOWERS



412K
FOLLOWERS



1,2M
FOLLOWERS



138K
FOLLOWERS

QUI DIT MIEUX ?

SUIVEZ-NOUS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX
ET RECEVEZ NOS DERNIÈRES ACTUALITÉS



L'AUTOMOBILE MONDIALE FACE À SES DÉMONS..

L'industrie automobile mondiale traverse aujourd'hui une zone de turbulence dont les racines plongent bien plus loin que les crises conjoncturelles récentes. Derrière les annonces de fermetures d'usines, de suppressions d'emplois et de restructurations, se cache une vérité dérangeante : le problème de surcapacité n'a rien de soudain. Il s'est construit au fil des années, à coups de décisions de gestion différées, de paris risqués et d'aveuglement face aux évolutions du marché mondial.

AUTOMOBILE MONDIALE : LA FACTURE SALÉE DES ERREURS DE GESTION



Pendant plus de sept ans, les constructeurs ont accumulé les excès, repoussant sans cesse l'échéance des ajustements nécessaires. Ils ont préféré surfer sur des périodes de croissance, plutôt que de se préparer à la contraction inévitable des marchés. Aujourd'hui, les plans sociaux et les restructurations brutales apparaissent comme la conséquence directe de cette absence de lucidité.

Le cas de Nissan illustre parfaitement cette dynamique. La firme japonaise a annoncé la fermeture de sept usines et la suppression de 21 000 postes d'ici 2025. Ce n'est pas un choix idéologique, mais un constat d'échec : faute d'avoir régulé progressivement ses capacités de production, elle se retrouve contrainte à des mesures drastiques. Cette situation n'est pas isolée. Elle révèle un problème systémique au sein d'une industrie qui peine à anticiper les chocs, préférant réagir dans l'urgence plutôt que de planifier avec méthode.

Ce retard de gestion est d'autant plus dramatique que les facteurs externes ne manquent pas : montée en puissance de l'électrique, crise climatique, exigences réglementaires, et surtout recomposition géopolitique. Dans ce contexte, la myopie managériale se paie au prix fort.

[LIRE LA SUITE](#)

Auto

MOHAMED AIT
BELLAHSEN

**IL NOUS
A QUITTÉS**

Numéro
100

**Décès de Said Jedidi, la voix du Maroc en
espagnol**



www.pressplus.ma



LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA



Pressplus est le kiosque 100% digital et augmenté de **L'ODJ Média** du groupe de presse **Arrissala SA** qui vous permet de lire une centaine de nos **magazines, hebdomadaires et quotidiens** gratuitement.

Que vous utilisiez votre téléphone mobile, votre tablette ou même votre PC, **Pressplus** vous apporte le kiosque directement chez vous



SCAN ME